

MINUSCA

— EN ACTION



— DECEMBRE 2024 —



ECHOS DES REGIONS

FOCUS SUR KAGAS

Nana-Gribizi :
des avancées importantes
dans la stabilisation

NUMÉRO SPÉCIAL

SOMMAIRE

03 ÉDITORIAL

La saison des moissons, promesse de paix et de développement durables dans la région des Kagas

04 ACTUALITÉ

- 4 Visite du corps diplomatique à Kaga-Bandoro : les ambassadeurs satisfaits du travail de la MINUSCA
- 7 Sécuriser la transhumance pour consolider la paix et favoriser le développement
- 11 Entretien avec M. Guismala Hamza, Ministre de l'Agriculture et du Développement rural
- 14 Journée mondiale de l'alimentation, édition 2024 à Kaga-Bandoro

18 DOSSIER

- 18 Nana-Gribizi : bref historique d'une stabilisation en marche (2014 - 2024)
- 20 Point de vue : « La Nana-Gribizi a radicalement changé, grâce à l'appui de la MINUSCA »

56 PERSPECTIVES

Consolider les acquis dans la Nana-Gribizi et relever les défis dans l'Ouham-Fafa

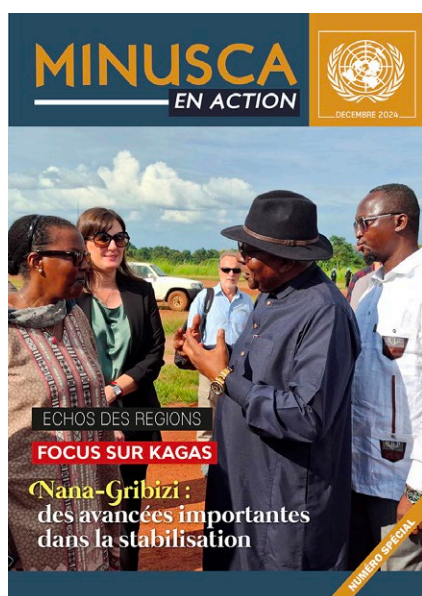
58 POST-SCRIPTUM

Développer une culture fiscale pour mettre fin à la culture de l'assistanat



Réhabilitation des routes dans la ville de Kaga-Bandoro, par l'unité de Génie du contingent pakistanais

- 21 La coordination, clé de la protection des civils
- 27 Faciliter le travail des collectivités locales au service des populations
- 29 Stabilisation de la commune de Botto : une approche intégrée
- 39 Justice et Etat de droit : optimiser le fonctionnement des institutions judiciaires
- 51 Stabilisation de la Nana-Gribizi : un défi conjointement relevé avec les autorités locales



Valentine Rugwabiza avec les Ministres Maxime Balalou et Hyppolite Jean Paul Ngaté Robard lors de la visite conjointe corps diplomatique, Gouvernement et MINUSCA à Kaga-Bandoro, le 3 octobre 2024. Photo MINUSCA/Abdourahmane Diallo

Directrice de la Division de la Communication Stratégique et de l'information publique
Jesca Muyingo

Directrice adjointe de la Division de la communication stratégique et de l'information publique et Porte-parole de la MINUSCA
Florence Marchal

Coordonnateur des Publications
Biliaminou Alao

Rédacteur-en-Chef
Abdourahmane Diallo

Contributeurs

Badawasou Aleka, Mahamane Coulibaly, Jean Jacson Daniel, Jasminka Kumbric, Abdoulaye Mahamat, Samwed Asanga Mokom, Donatien Niyonsaba, Renner Onana, Alain Onziga, Lelis Bebila Salami, Agbeko Koffi Sodjinou, Stephane Moussa Sory, Naomi N'sa Makaya Ma Buete Sumani, Bebey Michelle Tchania, Alessandra Trabattoni

Infographiste

Jesus Nzambi Sublime*

*Infographiste à la MONUSCO, qui a fait cette mise en page du Magazine de manière bénévole et exceptionnelle.



LA SAISON DES MOISSONS, PROMESSE DE PAIX ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLES DANS LA RÉGION DES KAGAS

✍ Par Florence Marchal



La saison des moissons est de retour. Quel symbole plus fort de renouveau que la célébration de la journée mondiale de l'alimentation en cette fin d'année 2024 à Kaga-Bandoro. Au-delà de la récolte de cultures nourricières, les moissons incarnent la promesse du retour à une vie normale pour les habitants de la région des Kagas, à l'abri des menaces et de la peur.

Ce magazine spécial retrace ce cheminement de la crise vers la stabilisation, en présentant les initiatives et réalisations de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) aux côtés et au service de la République centrafricaine et de sa population.

Au fil des pages, vous découvrirez l'approche multidimensionnelle des interventions de la MINUSCA, conformément au mandat qui lui est donné par le Conseil de sécurité des Nations Unies, qu'il s'agisse de protéger les civils, de soutenir la mise en œuvre de l'Accord de la paix, dont l'organisation d'élections locales est l'une des composantes, de faciliter

l'accès aux services de base, de contribuer à l'extension de l'autorité de l'État ou encore de promouvoir et protéger les droits de l'homme. Autant d'interventions qui mobilisent les personnels civils et en uniforme (Force et Police) de la Mission, en accordant une attention prioritaire aux questions de genre.

Ce magazine spécial combine des présentations thématiques et les témoignages des Centrafricaines et Centrafricains avec lesquels et pour lesquels la MINUSCA travaille au quotidien. Leur voix est essentielle, et nous veillerons, au fil des mois, à lui accorder une place toujours plus centrale dans notre communication. C'est dans cet esprit que nous renforçons le réseau des radios communautaires à travers le pays.

Ensemble, restons mobilisés pour que cette saison des moissons se poursuive et ouvre la voie à la réconciliation, à la stabilisation, à la paix et au développement durables en République centrafricaine.

Directrice adjointe de la Division de la communication stratégique et de l'information publique et Porte-parole de la MINUSCA

MAIRIE DE KAGA-BANDORO PROJET FINANCÉ PAR LA MINUSCA (FONDS C)



Photo de famille de la délégation conjointe corps diplomatique, Gouvernement et MINUSCA avec les autorités locales de la Nana-Gribizi

Visite du corps diplomatique à Kaga-Bandoro : les ambassadeurs satisfaits du travail de la MINUSCA et de l'équipe de pays des Nations Unies

✍ Par Abdourahmane DIALLO*

Le 3 octobre 2024, Valentine Rugwabiza, Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour la République centrafricaine et Cheffe de la MINUSCA, a conduit une importante délégation composée de diplomates accrédités à Bangui et des membres du Gouvernement centrafricain, dont le Ministre de la communication et des médias, porte-parole du Gouvernement, Maxime Balalou, et son collègue Hyppolite Jean Paul Ngaté Robard, Ministre des petites et moyennes entreprises et de la promotion du secteur privé/ Ministre résident, pour une visite de terrain à Kaga-Bandoro, chef-lieu de la Préfecture de Nana-Gribizi.



Cette mission a permis aux membres du corps diplomatique de toucher du doigt les réalités du terrain, en échangeant avec les autorités locales et la population sur les avancées réalisées dans le processus de paix et de réconciliation, ainsi que pour la stabilisation de cette préfecture stratégique qu'est la Nana-Gribizi. « *Nous sommes là pour vous entendre mais aussi pour apprécier tout ce que vous avez réalisé. Rien n'est possible sans la paix, la stabilité, et vous êtes les acteurs de cette paix et stabilité* », a dit la Représentante spéciale aux autorités locales, leaders communautaires et aux représentants de la société civile dans une salle de conférence archicomble de la mairie de Kaga-Bandoro.

Les ambassadeurs satisfaits de la visite et du travail effectué par la MINUSCA et l'équipe de pays des Nations Unies dans la Nana-Gribizi

L'Ambassadeur du Cameroun, Nicolas Nzoyoum, s'est dit heureux de revenir à Kaga-Bandoro, plus de 12 ans après sa dernière visite, et de voir que la restauration de l'autorité de l'Etat est une réalité et que la population est heureuse du travail fait par les Nations Unies et les autres partenaires internationaux. « *Nous voyons une population qui est en train de revivre, de se sentir de plus en plus à l'aise de reprendre les activités, et c'est un travail qui ne fait que commencer. Donc, ça nous appelle à en faire davantage* », a-t-il souligné.



Vue partielle de la salle de conférence de la Mairie de Kaga-Bandoro de la rencontre de la délégation conjointe avec les autorités locales et leaders de la société civile



Lieutenant-Colonel Suleman Banaras Malik, Commandant de l'unité de génie du contingent pakistanais échange avec Valentine Rugwabiza et l'ambassadeur de l'Union européenne, Diego Escalona Paturel

« On est venu ici pour constater le progrès fait par le retour de l'État dans les provinces (...) et tout ce que nous avons pu visiter aujourd'hui conforte l'opinion que nous avons de Bangui que l'État se redéployait et que la MINUSCA jouait un rôle tout à fait essentiel dans ce redéploiement. La paix est revenue, on le sent, les gens le disent et c'est le premier acquis sans lequel on ne peut rien faire de plus et c'est là-dessus qu'il faut bâtir », a renchéri l'ambassadeur de France, Bruno Foucher.

Pour sa part, l'ambassadeur de l'Union européenne, Diego Escalona Paturel, qui vient de prendre son poste en République centrafricaine, a salué le travail fait par la MINUSCA et le Gouvernement. « J'ai été vraiment très impressionné par ce que j'ai vu, par la qualité du travail que fait la MINUSCA dans tous ses domaines, (...) C'est une preuve des progrès en termes de stabilisation, de sécurisation du pays et grâce à ces bases-là, nous pourrions avancer vers des programmes de développement », a-t-il soutenu.

Le Chef de mission adjoint des Etats Unis d'Amérique, Fraiture Sacha, a exprimé sa fierté de voir l'impact positif des projets financés par l'agence américaine de développement

international (USAID). « Je suis vraiment fier d'être ici aujourd'hui parce que, je peux réellement réaliser qu'il y a de bons programmes de la MINUSCA et on doit travailler (...) pour améliorer le niveau de stabilité et aussi l'autonomisation des femmes (...) il y a toujours beaucoup de choses à faire », a-t-il soutenu.

Lors de la rencontre d'échanges avec les membres du Comité de mise en œuvre préfectoral (CMOP) de l'APPR-RCA, ceux du Comité local pour la paix et la réconciliation (CLPR) et d'autres leaders locaux représentant les femmes et la jeunesse, le Ministre de la communication et des médias, Porte-parole du Gouvernement, Maxime Balalou, a « félicité les populations de Kaga-Bandoro et de la Nana-Gribizi, pour leur résilience ainsi que pour leur contribution au retour de la paix et au renforcement de la cohésion sociale », tout en les encourageant à continuer à travailler pour préserver la paix et l'unité nationale dans l'optique d'assurer le développement intégral de leur communauté.

Dans leurs interventions, les autorités locales, leaders communautaires et de la société civile ont tous salué le travail fait en partenariat avec la MINUSCA et l'équipe de pays des Nations Unies, tout en leur demandant de continuer ce travail d'accompagnement car les besoins sont encore nombreux. S'exprimant au nom des femmes, Agnès Diamdo, l'une des deux femmes membres de la délégation spéciale de Kaga-Bandoro sur 8 personnes, a déploré la faible représentation des femmes dans les instances de prise de décision, notamment dans l'administration locale, tout en saluant le travail remarquable fait en partenariat avec la MINUSCA pour l'autonomisation des femmes à travers divers projets de formation et d'activités génératrices de revenus.

Enfin, la Cheffe de la MINUSCA a remercié les membres du CMOP. « C'est vous qui êtes allés là où on vous annonçait qu'il y avait des conflits qui commençaient. C'est vous qui avez pris la route pour aller rencontrer les différentes communautés et faire en sorte que ces conflits n'aient pas lieu. Et là où ils avaient eu lieu, vous avez réconcilié les communautés. Donc je vous remercie et je vous encourage à maintenir ce travail », leur a-t-elle dit.

*Spécialiste de la communication stratégique et de l'information publique



Sécuriser la transhumance pour consolider la paix et favoriser le développement

✍ Par Abdourahmane DIALLO

Kaga-Bandoro a abrité, le 17 octobre 2024, la conférence préfectorale pour une transhumance apaisée et prospère dans la Nana-Gribizi. Cette conférence s'inscrit dans la suite logique de la conférence nationale de haut niveau pour une transhumance apaisée et prospère en République centrafricaine, qui s'était tenue le 13 mai 2024 à Bangui. Organisée avec l'appui de la MINUSCA, la rencontre a permis aux 40 participants de faire un état des lieux de la transhumance dans la Nana-Gribizi, d'identifier les défis persistants ainsi que les zones de tensions récurrentes liées à la transhumance et de faire des propositions d'actions concrètes et adaptées aux réalités locales.

Organisée par le préfet de la Nana-Gribizi, Pierre Honoré Nino Dangoua, la rencontre de Kaga-Bandoro a permis aux participants de prendre connaissance des thèmes abordés lors de la Conférence nationale de haut niveau sur la transhumance apaisée, et de s'approprier les recommandations qui y avaient été adoptées.

Le Directeur régional de l'élevage pour la Région des Kagas, André Vianney Landry Andjigbia, qui a facilité la conférence, a d'emblée rappelé aux participants l'importance capitale de

la transhumance pour l'économie centrafricaine et la nécessité de tout mettre en œuvre pour assurer sa sécurisation afin de consolider la paix et de créer les conditions d'un développement durable et harmonieux. « *La transhumance ne nous apporte pas que des conflits et des tensions. Elle a des avantages économiques considérables, car elle contribue à hauteur de 12 % de notre Produit intérieur brut. Ce n'est pas négligeable. Donc, nous devons tout faire pour mettre en œuvre les recommandations formulées lors de cette conférence pour assurer une transhumance apaisée et prospère.* »



Le Directeur régional de l'élevage pour la région des Kagas, André Vianney Landry Andjigbia, facilitant la conférence préfectorale sur la transhumance à Kaga-Bandoro. Photo MINUSCA/ Abdourahmane Diallo



Un éleveur transhumant centrafricain avec son troupeau à Boali-Poste. Photo MINUSCA/ Desire Polycarpe Yangou

Olga Sémandélé, Présidente de la Plateforme des Organisations de la Société civile de Nana-Gribizi, a souligné la nécessité pour les Forces de sécurité intérieure (FSI) d'avoir une posture robuste dans la lutte contre les braquages dont sont victimes les éleveurs transhumants. Selon elle, en dépit des nombreux projets de réduction de la violence communautaire mis en œuvre par la MINUSCA, certains jeunes continuent de se déguiser en chasseurs pour aller commettre des braquages et voler le bétail des éleveurs transhumants de passage.

« Les braquages constituent un facteur d'insécurité et d'instabilité, ce qui fragilise la cohésion sociale et le vivre-ensemble, car si certains éleveurs armés ou leurs familles mènent des attaques de représailles pour se venger, nous avons souvent des victimes innocentes qui n'avaient rien à voir avec les braquages. Cela contribue à créer ou renforcer un cycle de violence intercommunautaire que nous devons éviter », a-t-elle expliqué, avant d'exhorter les autorités locales à prendre cette question très au sérieux pour y apporter une réponse à deux niveaux: sensibiliser pour prévenir et sanctionner les éventuels responsables des braquages lorsqu'ils sont identifiés et connus.

Pour sa part, Mahamat Sambo, responsable de la Fédération nationale des éleveurs de Centrafrique dans la sous-préfecture de Nana-Outa, a souligné son engagement à poursuivre la sensibilisation auprès des éleveurs pour assurer une transhumance apaisée en les exhortant à respecter les couloirs de transhumance et

à se conformer aux dispositions légales et réglementaires qui régissent la transhumance en République centrafricaine.

Jasminka Kumbric, Cheffe du bureau régional de la MINUSCA, a réitéré l'engagement de la Mission et sa détermination à soutenir les initiatives du Gouvernement visant à renforcer la sécurité, à promouvoir le dialogue, la paix, la stabilité et la réconciliation, tant aux niveaux national, régional, préfectoral que local. Elle a soutenu que, dans la droite ligne des dispositions de l'APPR, ainsi que de la Feuille de route de Luanda, la Mission accompagnera le Gouvernement et les autorités locales dans la mise en œuvre des recommandations concrètes, réalistes et adaptées aux réalités locales, qui ont été formulées par les participants.

« Je suis convaincue que, grâce à votre collaboration, cette conférence marquera un tournant décisif vers une transhumance paisible, source de prospérité et de stabilité pour tous. Ensemble, transformons cette conférence en véritable tremplin pour une transhumance apaisée et prospère dans la préfecture de Nana-Gribizi », a-t-elle dit aux participants.

Dans son mot de clôture, le préfet de Nana-Gribizi, Pierre Honoré Nino Dangoua, a invité les maires des communes, les chefs de groupes et chefs de villages, ainsi que les responsables de la jeunesse, à prendre leurs responsabilités et à sensibiliser les jeunes qui commettent des braquages afin qu'ils mettent un terme à ces pratiques dont l'impact sur l'économie locale est négatif.



Kaga-Bandoro fait peau neuve pour accueillir la « fête de la moisson »

✍ Par Bebey Michelle Tchania*

En prévision de la célébration, en différé, de la Journée mondiale de l'alimentation, communément appelée la « fête de la moisson », la ville de Kaga-Bandoro, chef-lieu de la préfecture de la Nana-Gribizi fait peau neuve pour accueillir cet événement majeur dédié aux agriculteurs. Ce renouveau est le fruit d'un effort conjoint et du partenariat entre le Gouvernement centrafricain et la MINUSCA, qui ont entrepris, au cours des dernières années, de nombreux travaux de réhabilitation et de construction d'édifices publics, de réfection des routes et d'éclairage des espaces publics. Kaga-Bandoro revêt ainsi ses plus beaux atours et est prête à séduire ses visiteurs.

Le préfet de la Nana-Gribizi, Pierre Honoré Nino Dangoua, souligne que plusieurs chantiers ont été lancés ces dernières années pour renforcer l'extension de l'autorité de l'État, notamment avec la construction et la réhabilitation d'édifices publics.

Des bâtiments essentiels tels que la préfecture, la sous-préfecture, la mairie, le tribunal, le commissariat, la gendarmerie et la prison sont désormais opérationnels et ont tous été construits ou réhabilités grâce à l'appui de la MINUSCA. Pour la Journée mondiale de l'alimentation,



Vue partielle du siège local de l'organisation des femmes centrafricaines (OFCA). Photo MINUSCA/Bebey Michelle Tchania

le Gouvernement a intensifié ses efforts avec plusieurs chantiers, y compris la construction d'une résidence pour le président de la République et un véritable stade, une première pour la ville.

Parmi ces projets, la construction de trois bâtiments destinés à abriter l'entreprise publique Energie Centrafricaine (ENERCA) offre une lueur d'espoir pour l'électrification de la ville. De plus, un projet d'éclairage des espaces publics avec des panneaux solaires est en cours.

La réhabilitation des grands axes routiers et des avenues dans la ville facilite l'accès et la libre circulation. La fluidité des transports, notamment sur l'axe Kaga-Bandoro-Bangui, a un impact direct sur le commerce local, stimulant l'activité économique. Les habitants témoignent d'une revitalisation en cours. « *Les routes rénovées facilitent les déplacements. Nous sommes plus confiants d'emprunter les transports en commun et nous nous déplaçons en toute sécurité sur l'axe Kaga-Bandoro-Bangui, maintenant desservi par des bus. Avant, nous voyagions dans des camions, malgré les dangers* », déclare Olga Sémandélé, présidente de la plateforme des organisations de la société civile de la Nana-Gribizi.

Un des projets phares de cette transformation est la construction d'un stade régional. Ce nouvel espace sera un lieu de rassemblement pour les

événements sportifs et culturels, symbolisant la renaissance de la ville. « *Avoir un stade moderne nous permettra de pratiquer notre sport dans de meilleures conditions, tout en étant un lieu de rassemblement pour organiser des tournois et célébrer nos victoires ensemble* », soutient l'ancien maire de Kaga-Bandoro, Abel Cherif.

La Nana-Gribizi compte plusieurs groupements agropastoraux prêts à valoriser le travail assidu de ses agriculteurs. Ces derniers se préparent à exposer leurs récoltes et à mettre en avant les produits phares de la région, tels que le sésame, le maïs, le manioc et les arachides. « *Avec nos 50 groupements, nous avons rassemblé des tonnes de semences de qualité pour l'exposition. Notre objectif est de redonner à la Nana-Gribizi son statut de premier producteur de denrées alimentaires* », a affirmé Gérard Yakété, président du réseau des groupements semenciers.

Entre fierté, sécurité, opportunités et promesses d'un avenir meilleur, les résidents de Kaga-Bandoro se projettent avec optimisme dans une nouvelle ère post-conflit. La fête de la moisson 2024 est plus qu'une simple célébration des récoltes, elle est le reflet d'une communauté qui se redresse et se réinvente, prête à affronter l'avenir avec espoir et détermination.

**Journaliste, Radio Guira FM*

ENTRETIEN AVEC...

Guismala Hamza, Ministre de l'agriculture et du développement rural

Passer de l'agriculture traditionnelle à l'agriculture moderne



Kaga-Bandoro abrite, cette année, la célébration de la Journée mondiale de l'alimentation (JMA), communément appelée fête de la moisson en République centrafricaine. Cette fête est organisée, chaque année, de manière tournante, dans une préfecture choisie par le Gouvernement. Guismala Hamza, Ministre de l'agriculture et du développement rural, répond ici aux questions d'Abdourahmane Diallo, pour MINUSCA en Action.

Vous pilotez l'organisation de la « Fête de la moisson », qui a lieu cette année à Kaga-Bandoro, Qu'est-ce qui explique ce choix ?

La ville de Kaga Bandoro a été choisie pour diverses raisons. D'abord, elle est l'une des villes que nous appelons les greniers de la République centrafricaine. Elle fait partie des grandes productrices dans le domaine agricole. Deuxièmement, par rapport à la crise qui a secoué ce pays, Kaga Bandoro est l'une des villes qui ont été fortement touchées, où toutes les infrastructures de l'Etat avaient été détruites. Donc, le Gouvernement a choisi cette ville pour d'abord redonner confiance à la population agricole de la Nana-Gribizi, qui a tant souffert, et aussi pour réhabiliter toutes les infrastructures administratives de la ville de Kaga Bandoro pour permettre, comme je suis en train de le voir, le retour effectif de l'autorité de l'Etat.

Quelle appréciation faites-vous de l'évolution globale de la situation, notamment dans le domaine de la restauration et l'extension de l'autorité de l'Etat ?

Avec mon équipe, dans le cadre des préparatifs de la JMA, nous sillonnons régulièrement Kaga-



Le Ministre Guïsmala Hamza et son équipe visitent un champ de coton dans le secteur de Ouham Bac (Bossangoa)

Bandoro et toute la Nana-Gribizi, même les petits recoins, grâce à nos partenaires, d'abord la MINUSCA, les force de défense et de la sécurité, et nos alliés, qui ont ramené la sécurité dans la zone. Aujourd'hui, je me réjouis de voir que même dans les sous-préfectures et dans les communes, l'autorité de l'Etat est revenue, et nous avons les agents de l'Etat que vous pouvez trouver au fin fond des villages en train d'effectuer leur travail.

Avec la stabilisation et l'extension de l'autorité de l'Etat dont vous venez de parler, aujourd'hui, les personnes déplacées internes retournent dans leur quartier ou village d'origine. Avez-vous une politique d'accompagnement pour leur permettre de reprendre leurs activités agricoles?

Dans le domaine agricole, il y a des mesures d'accompagnement, parce que nous les encadrons pour se constituer en groupements ou bien en coopératives, et les accompagner en leur donnant soit des engrais, des pesticides, et des semences, pour qu'ils reprennent leur travail agricole. Dans toutes les communes, dans tous les villages que nous soutenons, c'est dans cette optique que nous sensibilisons, nous encadrons et nous orientons les déplacés internes qui retournent chez eux.

Les potentialités agricoles de la Nana-Gribizi sont énormes. Mais comme partout ailleurs dans le pays, l'agriculture reste encore très traditionnelle. Comment comptez-vous accompagner les agriculteurs pour passer à l'étape de la mécanisation et de la transformation industrielle des produits agricoles pour optimiser la valeur ajoutée de ce secteur ?

La politique du Président de la République, Chef de l'État, est orientée vers la mécanisation et la modernisation de l'agriculture. Et cette vision est traduite dans le plan national de développement. Le Chef de l'État a déjà parlé de l'autosuffisance, c'est-à-dire de chasser l'insécurité alimentaire, au sommet de Dakar. Donc, nous mettons cette vision en œuvre pour qu'on passe de l'autosuffisance alimentaire à une forte productivité, pour aller vers la commercialisation et la transformation.

En raison du mauvais état des infrastructures routières et du manque de moyens de transport, les agriculteurs des zones reculées, voire isolées, ne peuvent pas écouler leur production pour la commercialiser. Des quantités importantes de fruits pourrissent chaque année. Comment peut-on éviter ce gaspillage ?

La crise qui a touché ce pays a fait que toutes les infrastructures routières, y compris les pistes rurales, sont très dégradées. La politique du Gouvernement est de mettre en place des pôles de développement. Nous avons commencé avec celui du centre, notamment Sibut et Bambari. En partenariat avec la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), nous avons ouvert la piste rurale qui va de Galafondo à Ndjoukou. Nous avons fait aussi la piste rurale qui va de Bambari vers Lyoto. Et ça, c'est la première phase. Il y aura une deuxième phase que le Gouvernement est en train de conclure avec la BADEA, qui aura 450 kilomètres de pistes rurales à ouvrir. Donc nous allons ouvrir toutes les zones de forte productivité agricole. Évidemment, dans cette logique, avec la Banque mondiale, la route Kaga Bandoro – Sibut est en train d'être réhabilitée. Tout ça, c'est pour permettre aux producteurs d'avoir la libre circulation et l'accès au marché. Dans le domaine de la transformation, nous mettons en place le partenariat agricole des jeunes hommes et jeunes femmes pour leur permettre de se mettre ensemble, en même temps d'avoir de petites unités de transformation. Nous avons déjà commencé dans certaines zones vers l'Ouham-Pende, à Bozum où, à travers un projet qui est logé au Ministère de l'agriculture, ils ont déjà une petite unité de transformation pour l'égrenage de riz. Et nous sommes en train de voir la même chose qui va être installée à Sakaï et à Bambari.

À la suite de la conférence nationale de haut niveau pour une transhumance apaisée et prospère qui s'était tenue le 13 mai 2024 à Bangui, des conférences préfectorales se tiennent en ce moment un peu partout dans le pays. À Kaga-Bandoro, elle s'est tenue le 17 octobre. En tant que Ministre de l'agriculture, que comptez-vous faire pour soutenir les initiatives visant à prévenir et mieux gérer les conflits liés à la transhumance?

J'étais l'un des co-présidents de cette conférence de haut niveau avec la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies et le Ministre de l'élevage. Aujourd'hui, je me réjouis que les recommandations de cette conférence se traduisent en actes dans les préfectures où les conférences sur la transhumance se multiplient. Nous travaillons en commun accord avec le Ministère de l'élevage, main dans la main. Ce que nous faisons, c'est de mettre en pratique le suivi des couloirs de transhumance et, au niveau des frontières, travailler en synergie avec les forces de défense et de sécurité, et pourquoi pas, évidemment, la MINUSCA, pour que les couloirs de transhumance soient contrôlés. Après le retour de l'autorité de l'État et la sécurité, les incidents isolés se produisent maintenant au niveau des couloirs de transhumance. Donc, nous devons prendre au sérieux les recommandations issues de ces différentes conférences et les mettre en œuvre pour que la transhumance soit apaisée et rentable pour la République centrafricaine.



Des bénéficiaires du projet conjoint MINUSCA-UNHCR d'appui aux retour des personnes déplacées cultivant leur champ à Ouakara, dans la commune de Botto (Nana-Gribizi). Photo UNHCR/Jean Mathurin Baba

Journée mondiale de l'alimentation, édition 2024 à Kaga-Bandoro

Le Président Touadéra exhorte chaque Centrafricain à cultiver un champ et à changer de mode de production et de consommation pour éliminer la faim et la pauvreté



Le Chef de l'Etat centrafricain visitant les stands d'exposition des agricultrices et agriculteurs.
Photo MINUSCA/Abdourahmane Diallo

Le 14 décembre 2024, le Président Faustin Archange Touadéra, accompagné d'une délégation gouvernementale de haut niveau comprenant le Président de l'Assemblée Nationale, le Premier Ministre, plusieurs Ministres, les Présidents des institutions de la République, ont pris part, aux festivités marquant la célébration, en différé, de la Journée mondiale de l'alimentation, à Kaga-Bandoro, chef-lieu de la Préfecture de la Nana-Gribizi. Le Représentant spécial adjoint du Secrétaire des Nations Unies, Coordonnateur humanitaire et Coordonnateur résident, Mohamed Ag Ayoya accompagné des représentants de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), d'ONU Femmes, et du Programme alimentaire mondial (PAM), ainsi que plusieurs ambassadeurs ont également assisté à la célébration.

✍ Par Abdourahmane DIALLO*

Dans son discours, le Président Touadéra a souligné que 2,5 millions de personnes sont confrontées à un problème d'insécurité alimentaire, en République centrafricaine, selon l'analyse du cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) en charge des enquêtes nutritionnelles. Cela constitue, selon le chef de l'Etat centrafricain, un paradoxe qu'il faut absolument lever, compte tenu des immenses potentialités naturelle en termes d'étendue de terres cultivables, de sols de bonne qualité et de réseau hydrographique

et d'un climat clément. « *Il nous appartient de faire recours à notre génie créateur pour éliminer la faim et la pauvreté. Cela est possible avec le soutien de nos partenaires techniques et financiers et à la faveur du retour de la paix et de la sécurité* », a-t-il souligné, avant d'ajouter : « *j'exhorte chaque centrafricain à cultiver un champ, à changer nos modes de production et de consommation* ».

Le Président Touadéra a également souligné que le plan national de développement accorde une attention particulière à la modernisation de l'agriculture. « *Nous devons travailler à parvenir à une agriculture inclusive et durable qui nécessite de changer d'approche afin de faciliter l'utilisation de moyens techniques plus productifs et rentables pour les agriculteurs et l'émergence d'un entrepreneuriat qui assure les services d'approvisionnement des exploitants agricoles, de transformation et de commercialisation des produits* », a-t-il dit. Selon lui, c'est seulement ainsi que le pays disposera, à terme d'un système alimentaire durable, gage de sécurité alimentaire et de meilleure nutrition.

La Représentante de la FAO, Labia Irene Ivette OUOBA, a souligné que son organisation a déjà entrepris de travailler avec le Gouvernement centrafricain et des organisations sœurs et partenaires sur le droit à l'alimentation. Elle apporte son assistance au Gouvernement dans l'élaboration du document de la stratégie de développement durable [...] ainsi que d'un cadre d'investissement assorti d'un plan de financement. « *Il est temps d'unir nos forces pour un avenir meilleur et plus durable pour tous. Faisons de la Journée mondiale de l'alimentation notre journée de lutte contre la faim et la mal nutrition. Cette journée*

nous invite à passer de la parole à l'action. Que nous soyons producteur, distributeur ou consommateur, nous sommes tous en mesure d'agir en faveur du droit aux aliments au service d'une vie et d'un avenir meilleur », a-t-elle déclaré.

Pour sa part, Mohamed Ag Ayoya, Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies, Coordonnateur humanitaire et Coordonnateur résident, s'est félicité de voir l'appui que donne le Système des Nations Unies, y compris la MINUSCA et les Agences, fonds et programmes, pour soutenir l'organisation et la réussite de cet événement important. « *Ça fait plaisir de voir tous ces efforts et l'appui que nous apportons pour soutenir ces braves femmes et ces braves jeunes, qui sont maintenant dans les conditions de pouvoir produire, qui ont la paix. La MINUSCA a contribué énormément à la préparation de cette journée avec ce beau site, sur lequel nous sommes, un terrain de football pour les jeunes, des routes qui ont été refaites, et la sécurité qui s'est considérablement améliorée pour permettre la tenue d'un tel évènement* », a-t-il indiqué.

Cette célébration a battu des records de mobilisation avec plusieurs milliers de participants venus de tous les coins du pays. L'événement fut une belle foire, qui a permis de mettre en lumière la diversité et la richesse culturelle et agricole de la Préfecture de la Nana-Gribizi, et de la République centrafricaine, en général. L'événement a également été marqué par la remise de médailles et de prix récompensant les meilleurs producteurs agricoles et éleveurs du pays.

**Spécialiste de la Communication stratégique et de l'information publique*



Le Président Touadéra avec les représentants du Système des Nations Unies, Photo MINUSCA/Abdourahmane Diallo

Présentation de la zone couverte par le bureau de la MINUSCA dans la région des Kagas

✍ Par Naomi N'sa Makaya Ma Buete Sumani*

Le Bureau régional de la MINUSCA à Kaga-Bandoro couvre une superficie qui s'étend de la sous-préfecture de Moyenne Sido, frontalière avec le Tchad au nord, à celle de Ndjoukou, frontalière avec la République démocratique du Congo au sud. Cette zone couverte par la composante civile, d'une superficie totale de 69 922 km², comprend géographiquement, du nord au sud, les préfectures de l'Ouham-Fafa, de la Nana-Gribizi et de la Kémo, avec une population estimée à 668 900 habitants. En revanche, l'espace couvert par les composantes de la Force et de la Police des Nations Unies, à partir du bureau régional de Kaga-Bandoro, est plus large, car il inclut les préfectures de Bamingui-Bangoran, au nord, et de la Ouaka, au sud, totalisant une superficie globale de 178 022 km² et une population estimée à 1 213 748 habitants.

Situation sécuritaire

Cette région a été, pendant longtemps, en proie à la présence massive de groupes armés. Pendant plus d'une décennie, ces groupes y ont sévi et commis de nombreuses exactions sur la population. Bien que la situation actuelle se soit fortement améliorée dans l'ensemble de la région, et que des forces de défense et de sécurité nationales soient présentes dans toutes les préfectures et sous-préfectures, des groupuscules d'éléments armés, notamment ceux de la « *Coalition des patriotes pour le changement* » (CPC), ainsi que des groupes de bandits armés continuent de perpétrer des attaques sporadiques sur certains axes routiers et dans certains villages, notamment dans l'Ouham-Fafa.

Situation humanitaire

Au mois d'août 2024, les statistiques officielles de la Commission mouvement de population faisaient état de l'existence de 25 sites abritant des personnes déplacées internes dans l'Ouham-Fafa, et 9 dans la Nana-Gribizi. Le nombre total de personnes déplacées dans les deux préfectures était de 18 497, dont 11 477 dans l'Ouham-Fafa, et 7 020 dans la Nana-Gribizi. Avec l'amélioration de la situation sécuritaire, le nombre total de personnes retournées, dans les deux préfectures, était de 17 153 personnes, dont 9 359 dans l'Ouham-Fafa et

7 794 dans la Nana-Gribizi. Par ailleurs, il n'existe, aujourd'hui, aucun site de personnes déplacées dans la Kémo.

Les solutions durables pour les déplacés mises en place par les différents acteurs, notamment la construction d'abris pour les ménages dans leur lieu d'origine et le soutien au retour à travers des activités génératrices de revenus ont eu pour effet la réduction de la population des sites de déplacés, la stabilisation et la consolidation de la paix.

Situation-socio-économique

La ville de Kaga-Bandoro, à 300km au nord-est de Bangui, est un carrefour stratégique que les groupes armés ont toujours utilisé comme base, ou emprunté pour marcher sur Bangui. Située entre plusieurs couloirs de transhumance, menant à Bangui et abritant l'un des plus grands marchés à bétail du pays, la ville fut autrefois un grand carrefour et centre d'échanges commerciaux.

L'agriculture reste la principale activité économique pratiquée par la population dans la Nana-Gribizi, mais aussi dans la région des Kagas en général. Avec des terres arables et fertiles disponibles en grande quantité, la richesse du sol, un réseau hydrographique dense et un relief constitué uniquement de plaines, la Nana-Gribizi et



la région des Kagas ont toutes les dispositions requises pour devenir un véritable grenier pouvant nourrir des dizaines de millions de personnes.

Les activités agro-pastorales sont pratiquées par la majorité de la population. Les cultures vivrières, telles que le manioc, le maïs, la patate douce, le haricot, la courge et l'arachide, restent le moteur de l'économie et le pilier de la résilience de la population locale.

Présence des différentes composantes de la MINUSCA

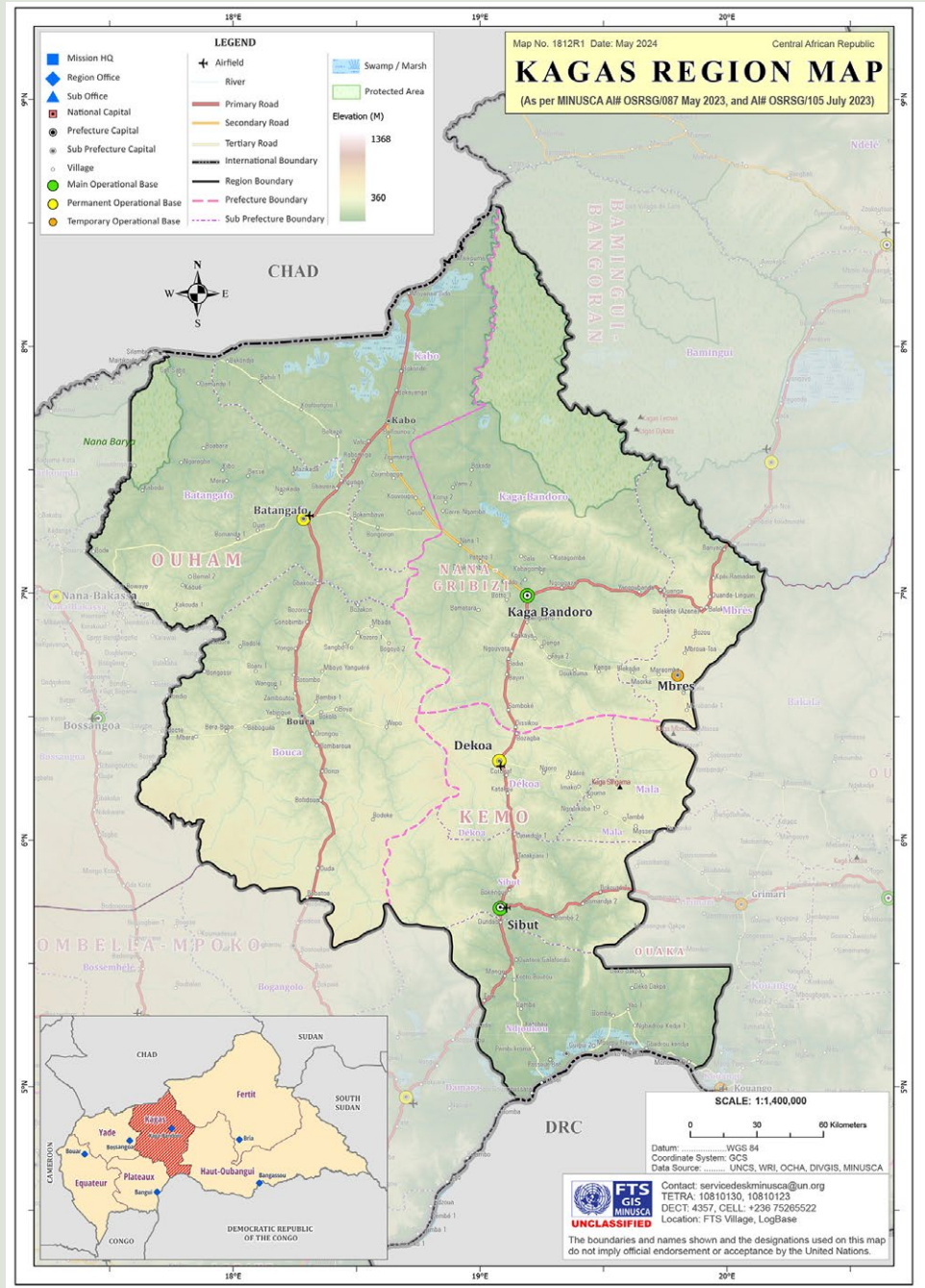
La force militaire de la MINUSCA couvrant la région des Kagas comprend le contingent burundais dans la préfecture de la Kemo, le contingent pakistanais dans les préfectures de la Nana-Gribizi et de l'Ouham-Fafa, la Force de réaction rapide du contingent bangladais, ainsi que le contingent médical bangladais basés à Kaga-Bandoro. Ce contingent médical gère un hôpital de niveau II à Kaga-Bandoro, qui prend en charge le personnel des Nations Unies et des patients référés par l'hôpital préfectoral. Il organise également des camps médicaux gratuits au profit de la population, dans le cadre de ses activités civilo-militaires. L'unité de génie du contingent pakistanais réalise les grands travaux de construction, d'entretien et de réhabilitation dans le secteur, tant à l'intérieur des camps qu'en soutien à divers projets de réhabilitation des routes au niveau local.

La composante police comprend des officiers de police individuels (IPO) déployés à Kaga-Bandoro, Batangafo et Sibut, ainsi que deux unités de police constituées (FPU). Au total, ils sont 14 IPO (2 femmes et 12 hommes) et 180 éléments de la FPU sénégalaise, dont 17 femmes à Batangafo ; 22 IPO (9 femmes et 13 hommes) et 180 éléments de la FPU rwandaise, dont 26 femmes à Kaga-

Bandoro ; et enfin 8 IPO (2 femmes et 6 hommes) à Sibut.

Enfin, la composante civile est constituée de toutes les sections substantives de la MINUSCA, soit les affaires politiques, affaires civiles, affaires judiciaires et pénitentiaires, communication stratégique et information publique, désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement, droits de l'homme, protection de l'enfant, genre, conduite et discipline, division de l'appui à la Mission.

**Spécialiste de l'analyse de l'information*



La Nana-Gribizi : bref historique d'une stabilisation en marche (2014 - 2024)



Intervention du chef de bureau de la MINUSCA lors de la table ronde sur la libre circulation dans la Nana-Gribizi, le 14 juin 2019.

Lorsque je suis arrivé, en septembre 2014, à Kaga-Bandoro, la Nana-Gribizi et toute la région offraient le visage d'un champ de ruines, où les nouveaux maîtres régnaient par la terreur sur une population paniquée et soumise. Tous les chefs de la « Séléka », de Nouredine Adam à Ali Darassa, en passant par Mahamat Al Katim, chef du groupe rebelle dénommé Mouvement patriotique pour la Centrafrique (MPC) et ses camarades des autres groupes de la coalition « Séléka » s'étaient repliés dans cette ville stratégique, après le départ de Michel Diotodia et la perte du pouvoir que la « Séléka » a contrôlé, à Bangui, de manière éphémère, entre mars 2013 et janvier 2014. Ils prenaient ainsi le relais d'un autre seigneur de la guerre, le chef rebelle tchadien Mahamat Abdoul Kader Oumar, plus connu sous le pseudonyme de « Baba Laddé », qui avait fait de la Nana-Gribizi, le bastion de son groupe armé, le Front populaire pour le redressement, entre 2008 et 2012.

 **Par Renner Onana***

En l'absence d'autorités étatiques et des forces de défense et de sécurité nationales, avec un couvre-feu à 15h, la Mission devait donc combler le vide, en assurant la protection des civils, et travailler à créer les conditions de restauration et d'extension

de l'autorité de l'Etat. Nous avons ainsi dû faire preuve d'imagination et d'ingéniosité pour travailler avec ces groupes armés violents et une population effrayée et terrorisée par une forte présence de ces miliciens. En effet, ils étaient plusieurs centaines, voire des milliers d'éléments



Le Préfet Abdoulaye Mahamat et Renner Onana, échangeant avec les soldats des FACA, qui ont fait leur retour à Kaga-Bandoro, le 18 mai 2019, soit 5 ans après leur départ de la ville

armés de la « Séléka » présents dans la ville de Kaga-Bandoro et contrôlant les principaux axes routiers reliant la ville aux communes voisines de Nana-Outa, Botto et Grévaï. Les « *anti-balakas* », quant à eux, contrôlaient les axes Ndomété-Mbrès et Ndomété-Dékoa, où ils exerçaient une terreur semblable à celle que la « Séléka » exerçait sur les axes sous son contrôle.

Nous avons dû jouer sur plusieurs registres pour nouer le dialogue avec ces groupes afin de mettre en œuvre les programmes pré-DDR et les programmes de réduction des violences communautaires, qui ont permis de désarmer des milliers de jeunes et apaiser les tensions dans plusieurs localités, favoriser la libre-circulation, notamment à travers le dialogue, et renforcer la cohésion sociale et le vivre-ensemble.

La signature, le 6 février 2019, de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation (APPR) a ouvert la voie pour un retour progressif des autorités étatiques et des forces de défense et de sécurité. Une nouvelle dynamique a pris son essor avec le redéploiement des agents de l'Etat, des Forces de sécurité intérieure (FSI), notamment les gendarmes et policiers, ainsi que les forces armées centrafricaines (FACA).

Aujourd'hui, aucun groupe armé n'est présent dans les villes de Kaga-Bandoro, Mbrès et Ouandago, qui sont redevenues des villes paisibles,

avec une population réconciliée, qui vaque librement à ses occupations. Le Pont sur la rivière Nana, qui était le symbole de la division de la ville de Kaga-Bandoro en deux parties, est redevenu un carrefour que traversent quotidiennement les habitants des deux rives. La restauration de l'autorité de l'Etat est désormais bien acquise, avec une présence effective de toutes les autorités administratives, ainsi que les fonctionnaires et les Forces de défense et de sécurité, qui travaillent main dans la main avec la MINUSCA pour assurer la protection des civils, et le fonctionnement des institutions administratives et judiciaires. La Mission joue ainsi son véritable rôle d'appui aux autorités nationales et locales, qui assurent désormais la responsabilité qui incombe à l'Etat centrafricain et ses institutions.

En cette fin d'année 2024, Kaga-la giboyeuse, devenue Kaga-la merveilleuse, abrite la célébration de la Journée mondiale de l'alimentation dans un contexte nouveau, marqué par la réconciliation et la reprise de confiance de la population. Les personnes déplacées internes retournent progressivement chez elles avec l'espoir que la paix sera définitive, et que la stabilisation en cours ouvrira la voie au développement durable auquel aspire toute la population de ce beau et riche pays, dont le potentiel reste jusqu'à présent inexploité.

**Directeur de cabinet de la RSSG et Cheffe de la MINUSCA, ancien chef du bureau régional de Kaga-Bandoro (septembre 2014 – août 2021)*

Point de Vue

« La Nana-Gribizi a radicalement changé grâce à l'appui de la MINUSCA »



La Nana-Gribizi a radicalement changé au cours des six années que j'y ai passées en tant que préfet. J'ai été un témoin privilégié de ce changement. Les stigmates du conflit ont presque disparu du centre-ville de Kaga-Bandoro. Le centre administratif, dont presque tous les bâtiments étaient tombés en ruine à cause des pillages répétitifs opérés par les groupes armés pendant les périodes de crise, offre désormais une nouvelle image plus reluisante. Préfecture, Sous-préfecture, Mairie, Tribunal, État-major de la Légion territoriale de gendarmerie du Nord-est, Brigade de gendarmerie territoriale, Maison d'arrêt et de correction, etc., tous ces édifices portent la signature de la MINUSCA. Un travail similaire est en train d'être fait dans les deux autres sous-préfectures, Mbrès et Nana-Outa.

✎ Par Abdoulaye Mahamat*

La Mission a massivement investi dans la construction et réhabilitation des édifices publics pour faciliter la restauration et l'extension de l'autorité de l'Etat. Grâce à ces infrastructures de qualité, dont certaines ont été entièrement équipées par la Mission, tous les services de l'Etat fonctionnent. En plus de ce

volet construction et réhabilitation des édifices publics pour améliorer les conditions de travail des agents de l'Etat et des forces de sécurité intérieure, la MINUSCA nous a beaucoup appuyés dans le renforcement des capacités à travers diverses formations dans tous les domaines: de la gouvernance administrative et financière d'une collective locale aux droits humains, il n'y a pas un seul secteur qui n'ait pas fait l'objet de renforcement des capacités par les différentes composantes de la Mission.

En termes de protection des civils, nous avons travaillé en étroite collaboration avec la MINUSCA pour faire face aux nombreuses crises que nous avons vécues, notamment à Grévai, Kotamalé, Ouandago, Linguiri et Yagarandji, pour ne citer que ces localités. Chaque fois qu'il était nécessaire, en plus des patrouilles régulières, la Mission a mis en place des bases opérationnelles temporaires pour rassurer les populations et éviter leur déplacement, en assurant une protection par la présence.

L'appui de la MINUSCA a également été crucial dans la mise en œuvre de l'accord politique pour la paix et la réconciliation (APPR) au niveau local. Sans cet appui, il était impossible de tenir les réunions du comité de mise en œuvre préfectoral (CMOP). La Mission nous a toujours soutenus, sur les plans financier et logistique, notamment dans le cadre des missions conjointes sur le terrain.

Mon plus beau souvenir avec la MINUSCA est d'abord la nature des relations humaines que j'ai tissées avec le personnel. Nous avons toujours travaillé ensemble dans la compréhension et le respect mutuel. J'ai été fortement marqué par les qualités humaines, le professionnalisme, l'engagement, le dévouement et la détermination de mes partenaires de la MINUSCA. Les relations humaines sont à la base de toute réussite. Si aujourd'hui on parle de succès dans tout ce que nous avons pu accomplir dans la préfecture de la Nana-Gribizi, c'est en grande partie grâce à l'appui de la MINUSCA.

**Administrateur civil, ancien préfet de la Nana-Gribizi (2018 - 2024).*



LA COORDINATION, CLÉ DE LA PROTECTION DES CIVILS

Une équipe du contingent pakistanais en patrouille pédestre dans la ville de Kaga-Bandoro

La détérioration de la situation sécuritaire en République centrafricaine, y compris dans la région des Kagas, a eu un impact sur l'intégrité physique des civils et provoqué une crise humanitaire sans précédent, motivant le déploiement d'une mission de paix en 2014 avec la protection des civils comme tâche prioritaire. L'activité de la MINUSCA visant à assurer une protection efficace des civils dans la région des Kagas est réalisée grâce à une coordination efficace au sein de toutes ses composantes : civils, militaires et police ainsi que l'équipe humanitaire pays. Cela permet d'assurer une communication efficace, la diffusion rapide des alertes et une réponse intégrée conformément aux préceptes des missions de paix à caractère multidimensionnel depuis leur création en 1999.

 Par **Samwed Asanga Mokom***

La MINUSCA collabore activement avec tous les acteurs, dont les forces nationales de défense et de sécurité et les autorités locales, pour garantir que les civils évoluent dans un environnement où les menaces d'attaques de groupes armés sont réduites, où les violations des droits de l'homme sont sanctionnées et l'impunité n'est plus tolérée, et où l'état de droit est rétabli. C'est ainsi que des bases opérationnelles temporaires et permanentes ont été établies dans toute la région, ce qui a pour effet

de dissuader d'éventuels assaillants de poursuivre leurs exactions et rassurer les populations civiles.

Des mesures préventives visant à protéger les civils contre les attaques sont prises grâce à l'organisation de missions conjointes de protection dans des lieux où la protection des civils est préoccupante, comme cela a déjà été le cas à Batangafo, Kabo, Moyenne-Sido dans la préfecture de l'Ouham-Fafa, Mala et Ndjoukou dans la préfecture de la Kemo, Ouandago, Botto,



Une équipe conjointe du bureau régional de la MINUSCA et le sous-préfet de Mbrès échangent avec les populations du village de Linguiri, le 26 mars 2022, photo MINUSCA/Abdourahmane Diallo

la forêt de Yagarandji et Linguiri dans la préfecture de la Nana-Gribizi. La protection physique ainsi assurée par la présence militaire, policière et civile a amélioré la sécurité et permis aux acteurs humanitaires d'atteindre les populations vulnérables ayant besoin d'assistance.

Cette collaboration et cet engagement en faveur de la protection des civils vont au-delà de la sécurisation de zones à risques. Des projets de réduction de la violence communautaire, CVR (Community violence reduction) sont développés et la Mission apporte un soutien technique, logistique, sécuritaire et financier au Programme national de désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement mis en œuvre

par le Gouvernement dans les préfectures de la Nana-Gribizi, l'Ouham-Fafa et la Kemo. Afin de soutenir l'extension de l'autorité de l'État, l'une des priorités de la MINUSCA, des infrastructures routières, des bâtiments administratifs et des ponts sont réhabilités ou construits pour favoriser le déploiement des agents de l'État.

En outre, il convient de noter la surveillance et le rapportage des violations des droits de l'homme et leur documentation.

Les engagements par le dialogue avec les autorités et les communautés locales, la société civile, les acteurs politiques et les acteurs non étatiques favorisent la réconciliation communautaire, les processus de paix locaux et la mise en œuvre des recommandations de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA).



Une patrouille conjointe UNPOL/Forces de sécurité intérieure sur l'axe Ndomété-Mbrès

À l'aube du 25e anniversaire des opérations de maintien de paix multidimensionnelles, la protection des civils dans la région des Kagas continue à être réalisée dans le respect des orientations de la politique de protection des civils de la Division des opérations de maintien de la paix, de la stratégie de protection des civils de la MINUSCA, et de la stratégie politique de la Mission.

*Spécialiste de la protection des civils

Protection des civils et restauration de l'autorité de l'État : une synergie indispensable pour la stabilisation

Alors que la sécurité et la gouvernance locale sont reconnues comme deux dimensions indissociables pour la consolidation de la paix, les composantes civiles et en uniforme, Force et police, de la MINUSCA travaillent afin de renforcer la protection des civils (POC) et la restauration et extension de l'autorité de l'État (RESA) dans la zone couverte par le bureau régional de Kaga Bandoro, précisément les préfectures de la Kemo, la Nana-Gribizi et l'Ouham-Fafa.

✍ Par Jean Jacson Daniel*

Sur le terrain, 11 assistants de liaison communautaire (CLA), déployés à partir de cinq bases opérationnelles, collaborent avec 16 réseaux d'alerte communautaire (CAN), composés de 400 membres, dont 299 hommes (75 %) et 101 femmes (25 %). Leur mission principale consiste à assurer une surveillance continue des alertes relatives à la protection des civils, garantissant ainsi une réponse rapide et coordonnée aux menaces potentielles. Ce dispositif est la pierre angulaire des efforts de protection des civils, chaque alerte étant traitée avec une grande rigueur et transmise aux forces compétentes. Cette vigilance accrue a permis d'organiser 297 patrouilles conjointes au cours de l'année

2023-2024, contribuant ainsi à dissuader efficacement les groupes armés et à maintenir la stabilité.

Parallèlement, les initiatives entreprises dans le cadre de la RESA, telles que la construction du commissariat de Dékoa (préfecture de la Kemo) et l'opérationnalisation de la maison d'arrêt de Kaga-Bandoro (préfecture de la Nana-Gribizi), ont significativement renforcé la présence de l'État. Ces projets ont été essentiels pour restaurer la confiance de la population envers les autorités locales et consolider la gouvernance territoriale. Par exemple, la construction du commissariat de Dékoa a permis de doter les



Une patrouille conjointe de l'unité de police constituée du Sénégal et des FSI pour assurer la protection des civils dans le village de Lady, situé à 33 Km au Sud de Batangafo, sur l'axe Bouca. Photo MINUSCA/Lieutenant Jean Bruno Boucal.



Commissariat de sécurité publique de la ville de Dekoa, construit par la MINUSCA, pour améliorer les conditions de travail de FSI, Photo MINUSCA/Abdourahmane Diallo

forces de l'ordre des infrastructures nécessaires pour travailler dans de bonnes conditions et, en conséquence, assurer un maintien de l'ordre plus efficace, renforçant ainsi la sécurité publique et l'autorité étatique.

L'articulation entre PoC et RESA est fondamentale. Les efforts de protection des civils s'inscrivent dans une stratégie plus large de restauration et extension de l'autorité étatique, visant à renforcer l'efficacité des structures administratives et sécuritaires.

Les patrouilles conjointes en réponse aux alertes des CAN ne constituent pas seulement des interventions de sécurité; elles envoient également un message fort de présence étatique, laquelle est cruciale pour rétablir l'ordre et stabiliser des zones

fréquemment abandonnées à elles-mêmes. Cette synergie entre sécurité et gouvernance crée un cercle vertueux : une sécurité accrue facilite une gouvernance plus efficace, et une gouvernance consolidée contribue à une meilleure protection des populations.

Les formations dispensées aux comités de médiation et aux membres des CAN ont également joué un rôle central dans la coordination des efforts entre PoC et RESA. En mobilisant les acteurs communautaires, ces initiatives ont permis de renforcer les compétences locales en matière de gestion des conflits, tout en consolidant l'autorité étatique par le dialogue et la médiation.

**Coordonnateur de la Section des affaires civiles, Kaga-Bandoro*



Patrouille conjointe de l'unité de police constituée du Rwanda et des casques bleus indonésiens près de Kaga-Bandoro. Photo du jour 23 avril 2020/MINUSCA



Des casques bleus burundais échangeant avec un habitant et des membres des forces de sécurité intérieure, lors d'une patrouille dans le village de Ngoumbele sur l'axe Sibut-Grimari. Photo MINUSCA/Venuste Niyondiko

La Force de la MINUSCA, un rôle clé pour faciliter l'accès aux populations civiles

La Force de la MINUSCA, déployée dans la région des Kagas, joue un rôle clé dans la protection des civils, la stabilisation, et contribue à la reconstruction d'une zone encore marquée par les séquelles de la crise politico-sécuritaire qui a frappé le pays. Composée des contingents burundais, pakistanais et bangladais, elle travaille en étroite collaboration avec les forces de défense et de sécurité centrafricaines pour protéger et sécuriser la population civile, tout en apportant une contribution significative aux efforts de construction et de réhabilitation des infrastructures locales.

✍ Par Bebey Michelle Tchania

Dans la préfecture de la Kemo, le contingent burundais contribue à la sécurisation des zones difficiles d'accès, où la présence des forces de défense et de sécurité centrafricaines demeure limitée, notamment dans la sous-préfecture de Mala. « *En l'absence de nos forces de défense et de sécurité, les patrouilles de longue portée et continues du contingent burundais basé à Dekoa ont permis d'assurer la protection des civils et sécuriser l'axe Dekoa-Mala* », a déclaré Bernard Kpodan, ancien sous-préfet de Mala (2020-2024).

Dans les préfectures de la Nana-Gribizi et de l'Ouham-Fafa, par leur présence, le contingent pakistanais et la Force de réaction rapide du Bangladesh apportent un appui significatif à la sécurisation et à la protection des civils.

« *La mise en place de bases opérationnelles temporaires pour assurer la protection des civils dans les localités affectées par les crises, notamment dans la zone de Linguiri et Banyao (Sous-préfecture de Mbres), de même que les opérations conjointes menées par la Force et la police de la MINUSCA avec nos forces de sécurité intérieure dans la ville de Ouandago ont été extrêmement utiles pour sécuriser la population et baisser les tensions dans ces localités* », a déclaré Abdoulaye Mahamat, ancien préfet de la Nana-



La force de réaction rapide bangladaise lors d'une patrouille dans la ville de Bouca pour assurer la protection des civils, le 15 septembre 2024 Photo MINUSCA/Major Rakib

Gribizi (2018 - 2024). Grâce à la Force de la MINUSCA, la liberté de mouvement a été renforcée dans la région, en assurant des escortes sécurisées sur les différents axes pour les convois commerciaux et humanitaires.

Outre sa mission de sécurisation et de protection des civils, la Force de la MINUSCA contribue à la construction et réhabilitation des infrastructures. Dans la Kémo, le contingent burundais a réhabilité cinq ponts sur les axes routiers notamment entre Dékoa et Buca, alors que le contingent pakistanais a assuré la réhabilitation de la mairie de Botto et des ponts Mbah et Doukoumbé dans la Nana-Gribizi.

Les différents contingents de la Force de la MINUSCA s'investissent également dans des activités civilo-militaires en appui au processus de paix et de stabilisation. Le contingent médical bangladais, avec son hôpital de niveau II à Kaga-Bandoro, ainsi que les équipes médicales des autres composantes de la Force et de la Police, notamment les contingents pakistanais, la Force de réaction rapide du Bangladesh, et l'unité de police constituée du Rwanda, organisent par exemple des camps médicaux gratuits pour offrir des soins de santé aux populations dans des zones reculées où l'accès aux services médicaux reste limité.



Consultation médicale gratuite offerte par le contingent médical bangladais au profit de 75 enfants d'un site abritant des personnes déplacées. Kaga-Bandoro, le 5 juillet 2022, Photo MINUSCA



La Mairie de Botto. Un bâtiment moderne construit et équipé par le contingent pakistanais, dans le cadre des projets à impact rapide. Photo MINUSCA/Abdourahmane Diallo

Faciliter le travail des collectivités locales au service des populations

✍ Par Jean Jacson Daniel*

Dans le cadre de la déconcentration territoriale en République centrafricaine, l'État renforce sa présence locale à travers les préfets, sous-préfets, maires, chefs de groupes et chefs de villages, qui jouent un rôle central dans la gestion des collectivités territoriales, conformément aux dispositions de la loi du 17 septembre 2020 portant sur leur organisation et fonctionnement.

La crise de 2014 a provoqué le repli de nombreux fonctionnaires vers Bangui, laissant les régions démunies et privées de services essentiels. Toutefois, grâce aux efforts soutenus de la MINUSCA, la situation s'est progressivement redressée. Aujourd'hui, l'ensemble des préfets, sous-préfets et secrétaires généraux des préfectures ont pu regagner la zone couverte par le bureau régional des Kagas. Le déploiement des autorités et fonctionnaires de l'État a été facilité par la construction d'infrastructures administratives opérationnelles.

Pour l'exercice 2023-2024, un soutien substantiel a été apporté aux autorités locales avec la construction et l'équipement de la mairie de Botto (préfecture de la Nana-Gribizi), du

commissariat de Dékoa (préfecture de la Kemo) et de la gendarmerie de Mbres (préfecture de la Nana-Gribizi), financés à hauteur de 250 000 \$ dans le cadre des projets à impact rapide de la MINUSCA. C'est aussi dans ce cadre que quatre des six mairies que compte la préfecture de Nana Gribizi ont été construites et équipées, améliorant ainsi les conditions de travail des maires et de leurs équipes. Ces nouvelles infrastructures visent non seulement à renforcer la gouvernance locale, mais également à assurer une prestation de services améliorée et plus efficace pour les populations locales.

Il est prévu que, pour l'exercice 2024-2025, le bureau régional de Kaga-Bandoro renforce les compétences des fonctionnaires et agents de

l'État en organisant des ateliers sur la gouvernance administrative, dans le but de consolider l'autorité de l'État sur le terrain. Environ 400 fonctionnaires issus des sous-préfectures de Kaga Bandoro, Mbrès, Dékoa, Mala, Sibut, Ndjoukou, Batangafo, Kabo, Moyenne-Sido et Bouca devraient bénéficier d'une formation sur la gouvernance administrative et le leadership. L'objectif est de vulgariser des textes législatifs essentiels, tels que la loi N° 21 001 relative aux circonscriptions administratives et le décret N° 23 149 régissant les barrières légales en République centrafricaine.

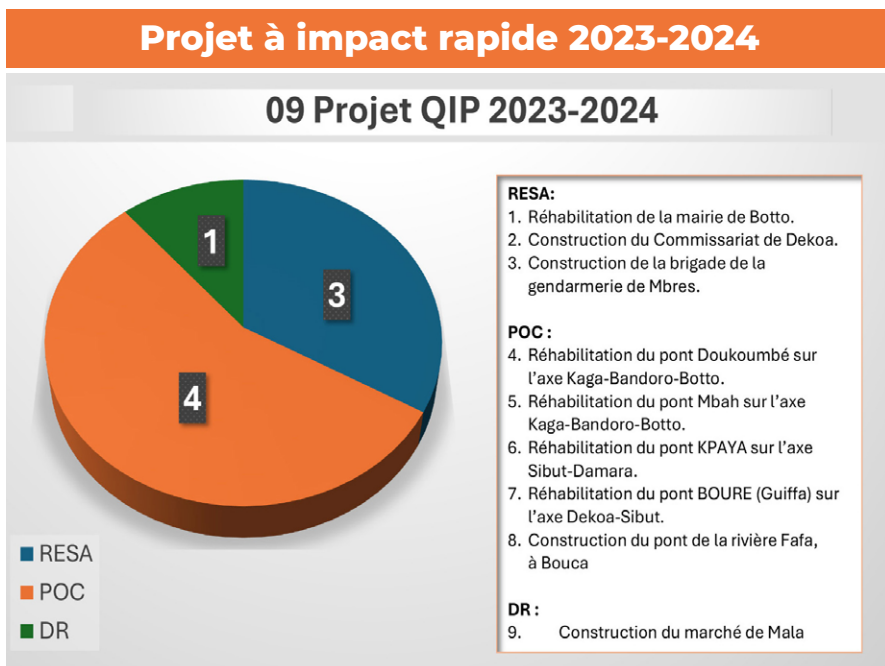
En outre, des motos seront fournies aux sous-préfets pour améliorer leur mobilité et garantir un meilleur accès aux services publics, notamment dans les zones reculées où la logistique reste un défi majeur.

La section des affaires civiles travaille également à pérenniser le retour effectif des fonctionnaires dans leur lieu d'affectation en facilitant leur transport et déploiement. De plus, une cartographie précise des fonctionnaires et agents de l'État sera élaborée, en collaboration avec les chefs de services préfectoraux des préfectures de Nana-Gribizi, Kémo et Ouham-

Fafa, afin de suivre la présence et l'absence des agents, et de contribuer ainsi à la politique de décentralisation et de régionalisation promue par le Gouvernement.

La construction d'infrastructures publiques, telles que des mairies et des gendarmeries, se poursuivra, avec 13 nouveaux projets financés par des projets à impact rapide, dotés d'un budget de plus de 350 000 \$.

**Coordonnateur de la Section des affaires civiles, Kaga-Bandoro*



La construction de ce bâtiment offre aux forces de sécurité intérieure un meilleur cadre de travail pour servir la population.
Photo MINUSCA/Toussaint Namkoisse

Stabilisation de la commune de Botto : des progrès remarquables enregistrés grâce à une approche intégrée



Conférence publique organisée par la MINUSCA et l'équipe de pays des Nations Unies, le 24 octobre 2024.
Photo MINUSCA/ Major Abas Mouhari-Touré

Le Maire de Botto, Jean Noël Gouté, est un homme heureux. Il y a deux ans, il vivait, avec des milliers de ses concitoyens, sur un site abritant des personnes déplacées devant la base de la MINUSCA à Kaga-Bandoro. Le 24 octobre 2024, il a célébré, devant la Mairie de Botto, le 79e anniversaire de l'entrée en vigueur de la Charte des Nations Unies, coorganisée par la MINUSCA et les agences, fonds et programmes des Nations Unies représentés dans la préfecture de la Nana-Gribizi.

✍ Par Abdourahmane Diallo*

Monsieur Gouté ne cache pas sa joie en souhaitant la bienvenue à la forte délégation venue de Kaga-Bandoro, ainsi qu'aux habitants des villages environnants, tous réunis pour célébrer la Journée des Nations Unies. « *C'est un honneur et un grand plaisir pour la population de Botto et pour moi-même de vous accueillir chez nous pour cet événement important(...). Nous sommes ravis du choix (...) porté sur notre commune pour organiser cette célébration* », a-t-il dit dans son discours.

Botto : Une réussite de la coopération entre les Nations Unies et les autorités locales

Le choix de ce village, situé à 11 km à l'ouest de Kaga-Bandoro, est le fruit d'un consensus entre la MINUSCA et les agences, fonds et programmes

des Nations Unies représentés dans la Nana-Gribizi, car la commune de Botto est l'exemple d'une stabilisation réussie grâce à une approche intégrée du travail de la MINUSCA et des agences de l'équipe de pays des Nations Unies en partenariat avec les autorités locales. Tout d'abord, la MINUSCA a contribué à la protection des civils, notamment à travers les patrouilles régulières menées par sa Force. De même, le déploiement des Forces de sécurité intérieure a créé un climat de confiance pour les populations des villages situés sur l'axe Kaga-Bandoro - Botto.

« *En plus de la sécurisation et la stabilisation, la MINUSCA nous a fortement appuyés pour assurer la restauration et l'extension de l'autorité de l'État. À travers ses projets à impact rapide,*

la Mission a construit pour nous ce joli bâtiment flambant neuf pour la Mairie, qui nous permet de travailler dans d'excellentes conditions (...) En outre, la MINUSCA a construit deux ponts sur cet axe, ce qui facilite la libre circulation des personnes et des biens entre les différents villages», a déclaré le Maire.

Dans le cadre de son projet d'appui au retour des personnes déplacées internes dans la préfecture de Nana-Gribizi, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a construit des centaines d'abris pour les ménages qui avaient fui leurs villages durant la crise. En partenariat avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), la MINUSCA a également mis en œuvre un projet d'appui au retour des personnes déplacées internes pour favoriser la reprise des activités génératrices de revenus, à travers la remise de bœufs et d'outils agricoles afin de permettre la réinsertion des personnes retournées.

Grâce à ces différents projets, le site qui abritait des milliers de personnes déplacées internes devant la base de la MINUSCA à Kaga-Bandoro a été fermé et tous les ménages ont pu rentrer chez eux. Aujourd'hui, tous les villages sur l'axe Kaga-Bandoro - Botto grouillent de monde. Hommes et femmes ont repris le chemin des champs tandis que les enfants sont à l'école et osent rêver d'un avenir meilleur pour leur pays.

Vers un développement durable et inclusif

En partenariat avec la radio communautaire La Voix de Kaga, la MINUSCA a organisé une table ronde avec les représentants des agences, fonds et programmes des Nations Unies et de la MINUSCA. Cette conférence leur a permis d'échanger avec plus de 130 participants, dont 17 chefs de villages, sur le thème choisi cette année pour la Journée en Centrafrique : « *Du relèvement au développement durable et inclusif de la République centrafricaine* ».

Au cours des échanges, ils ont souligné leur complémentarité et l'importance du partenariat avec les autorités locales dans la mise en œuvre de leurs mandats respectifs. Prisque Bongolé,



Le Maire de Botto, Jean Noël Gouté

qui représentait UNOCHA, a souligné, à l'intention des participants, que les sources de financement commencent à se tarir pour l'aide humanitaire en RCA. « *En raison du manque de financement, certaines ONG sont obligées d'arrêter leurs opérations et de se retirer(...)* Par conséquent, les autorités locales et les communautés doivent s'organiser pour envisager des approches et initiatives locales en vue de faire face à certaines situations », a-t-elle expliqué.

Le maire de Botto a profité de l'occasion pour plaider auprès du Gouvernement en faveur d'un soutien aux agriculteurs, notamment dans les zones rurales isolées, afin de garantir un développement durable et inclusif. « *Pour que ce développement soit inclusif, aucune région, aucune préfecture, aucune commune ne doit être laissée derrière. Qu'un enfant naisse à Bangui ou à Botto, il doit avoir les mêmes chances de réussir dans la vie. Et cela commence par une éducation de qualité, la santé, et la sécurité* », a-t-il soutenu.

Le sous-préfet de Kaga-Bandoro, Jean-Marie Maleyombo, qui a pris fonction il y a deux mois, s'est félicité de cette célébration de la Journée des Nations Unies à Botto, où il dit avoir été impressionné par la qualité des réalisations de la MINUSCA et des Nations Unies en général. « *Je félicite la MINUSCA et toutes les agences des Nations Unies pour le travail remarquable qu'elles ont fait ici à Botto, ainsi que dans toute la Nana-Gribizi. Vous pouvez compter sur mon entière collaboration pour poursuivre ensemble ce travail* », a-t-il ajouté.

Pour marquer cette journée, le contingent médical bangladais, l'équipe médicale du contingent pakistanais et celle de l'unité de police constituée du Rwanda ont organisé un camp médical pour offrir des consultations, ainsi qu'un traitement médical à la population de Botto. Au total, 645 personnes, dont 277 femmes et 135 enfants, ont bénéficié de cette assistance médicale gratuite.

**Spécialiste de la communication stratégique et de l'information publique*



Echanges publics entre une mission conjointe MINUSCA, autorités locales et Comité de mise en oeuvre préfectoral de l'APPR-RCA, et la population de Ouandago pour rétablir la paix après de fortes tensions enregistrées dans cette ville située à 50 km au nord-ouest de Kaga-Bandoro, le 9 février 2022. Photo MINUSCA/ Assium Simplicie Gaba

Nana-Outa : le programme de réduction des violences communautaires comme levier d'action de la stabilisation

✍ Par Abdourahmane Diallo* & Badawasou Aleka*

Dans sa mission de stabilisation, la MINUSCA utilise plusieurs leviers d'action, parmi lesquelles l'appui à la mise en œuvre du programme national de désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement (DDRR). Mais la Mission n'a pas attendu le lancement, le 30 août 2017, de la phase pilote du programme de DDRR national, pour soutenir le désarmement et la réinsertion de ceux qui voulaient revenir à la vie civile et ainsi favoriser le retour de la paix et de la cohésion sociale dans leur communauté.

En l'absence d'un programme national de DDRR, la MINUSCA avait mis en place, en 2015, le programme pré-DDR. Cette expérience unique lancée dans une mission des Nations Unies avait permis de jeter les bases pour un DDRR en République centrafricaine tout en améliorant la sécurité dans les communautés. Le programme pré-DDR consistait en une prise en charge des combattants sous forme d'appui direct en vivres et à travers des activités génératrices de revenus sous forme de projets d'intérêt communautaire. Après le

lancement de la phase pilote du programme national de DDRR, la MINUSCA a continué avec de nouveaux programmes de réduction de la violence communautaire (CVR, Community violence réduction, en anglais).

Dans la Nana-Gribizi, les programmes CVR ont contribué de manière significative à la stabilisation du territoire, notamment à Ouandago, chef-lieu de la nouvelle sous-préfecture de Nana-Outa, où la formation, en juillet 2021, d'un groupe armé, autoproclamé groupe d'« auto-défense » par une

centaine de jeunes avait fortement ébranlé la cohésion sociale et la quiétude de la population. La situation sécuritaire était devenue préoccupante en raison de tensions intercommunautaires latentes, amplifiées par les activités criminelles de ce groupe. Braquages, vols de bétails et actes de violence ciblant principalement les commerçants musulmans et les éleveurs pour prendre leurs biens et leur bétail sur les axes routiers (Ouandago -Batangafo, et Ouandago -Kabo) s'étaient alors multipliés.

Une approche concertée et intégrée pour la stabilisation de Ouandago

Alerté par la communauté musulmane de Ouandago, qui ne se sentait plus en sécurité et qui envisageait de quitter la localité pour venir s'installer à Kaga-Bandoro ou se réfugier au Tchad, le Préfet de la Nana-Gribizi, à l'époque, Abdoulaye Mahamat, avait sollicité l'appui de la MINUSCA pour une intervention conjointe des autorités locales et de la MINUSCA pour gérer cette crise et rétablir la cohésion sociale et le vivre-ensemble. Cette intervention s'est faite à trois niveaux.

Tout d'abord, au niveau politique, en appui aux autorités locales, la MINUSCA a organisé des missions conjointes avec le Comité de mise en œuvre préfectoral (CMOP) de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation (APPR) pour faciliter un dialogue intercommunautaire en

impliquant tous les acteurs locaux, y compris les leaders communautaires et religieux, les femmes et les jeunes. Mais, en dépit de ces efforts visant à favoriser le dialogue pour dénouer la crise, le groupe a poursuivi ses activités criminelles dans la ville de Ouandago et dans les villages environnants.

Le deuxième niveau a été la conduite, du 17 au 23 février 2022, d'une opération conjointe par la police des Nations Unies (UNPOL), les forces de sécurité intérieure centrafricaines et la Force de la MINUSCA pour assurer la protection des civils et lutter contre la criminalité et l'impunité. Cette opération a abouti à l'interpellation de 66 personnes. Après les procédures de vérification et des investigations préliminaires, 12 personnes ont été mises en détention et transférés à Kaga-Bandoro pour la poursuite des enquêtes. Elles étaient présumées être les auteurs de différents crimes, notamment association de malfaiteurs, blessures volontaires, détention illégale d'arme à feu, homicide volontaire. Au total, 11 armes de fabrication artisanale, un pistolet, cinq cartouches de 12mm, six arcs, deux machettes, un sabre, et neuf couteaux ont été saisis lors de cette opération.

Le troisième niveau a consisté en la mise en œuvre de la cinquième phase du programme de réduction de la violence communautaire (CVR-5). La MINUSCA a, tout d'abord, invité les autorités locales, les leaders communautaires, ainsi que les



Désarmement volontaire dans le cadre de la mise en œuvre du programme CVR, Ouandago, le 27 janvier 2022, Photo MINUSCA



Helder Costa, à l'époque responsable de la Section DDDR à Kanga-Bandoro et les bénéficiaires dans un champ de manioc cultivé dans le cadre du programme CVR à Ouandago, Photo MINUSCA

jeunes à prendre part à un atelier de présentation du programme pour leur expliquer les critères d'éligibilité : le dépôt d'armes et la soumission de projets d'activités concourant à la cohésion sociale et la réinsertion des ex-combattants et des jeunes à risque au sein de leur communauté.

Mise en œuvre et impact du programme de CVR-5 à Ouandago

Plus d'une centaine d'éléments « *anti-balaka* » se sont présentés pour participer au CVR-5. Toutefois, en fonction du quota limité (500 places) réservé à tout le secteur centre, 100 bénéficiaires de la communauté de Ouandago ont pu être enregistrés et répartis dans deux activités communautaires : (1) Ouandago ville propre et (2) appui à l'augmentation de la production agricole. C'est ainsi que trois champs communautaires ont vu le jour. Le premier, situé à 2 km de la sortie d'Ouandago sur l'axe Ouandago-Batangafo, pour la culture de l'arachide, du maïs et du manioc sur deux hectares. Le deuxième, dans le village de Outa à 10 km de Ouandago sur l'axe Kaga-Bandoro, avec la culture associée (arachide, maïs et manioc) sur cinq hectares. Et le dernier, au village de Patcho, situé à 18 km de Kaga Bandoro sur l'axe Kaga Bandoro-Ouandago.

Le programme de réduction de la violence communautaire mis en œuvre par la MINUSCA a

eu des impacts très positifs à Ouandago et dans les villages avoisinants. En premier lieu, la pacification de la zone grâce à la collecte de 100 armes de fabrication artisanale et au renoncement à la violence par les jeunes qui ont rendu ces armes. Le deuxième impact et la création d'emplois temporaires et la réinsertion des ex-combattants et jeunes à risque. Autre impact, la génération de revenus pour les 100 bénéficiaires directs grâce aux activités de travail contre argent et activités génératrices de revenus (50 000 F. CFA de prime de participation par mois, pendant trois mois, pour chaque bénéficiaire). A cela s'ajoute la baisse des actes de violence et de la criminalité au sein de la communauté, notamment sur les axes routiers. Enfin, l'appui au secteur agricole par l'introduction et la vulgarisation des boutures de manioc auparavant en pénurie dans la zone de Ouandago, ce qui avait pour conséquence la cherté de la farine de manioc et des boutures elles-mêmes. Plus de 1 500 bottes de boutures de manioc ont été distribuées à trois groupes de bénéficiaires du CVR-5. Cela a permis de renforcer la production de manioc au niveau local et réduire les coûts.

**spécialiste de la communication stratégique et de l'information publique*

**Spécialiste du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration*

Témoignages



Ahamat Ibrahim, Maire adjoint de la commune de Nana-Outa : « La MINUSCA a joué un rôle décisif dans le dénouement de la crise provoquée par la création en juillet 2021, à Ouandago, d'un groupe armé, qui se présentait comme un « groupe d'autodéfense », mais qui s'attaquait à la minorité musulmane. Sans l'intervention de la Mission et des autorités préfectorales, notamment le Préfet Abdoulaye Mahamat, le Commandant de compagnie de la gendarmerie et le Commandant des FACA, la situation allait dégénérer. A un moment donné, la population musulmane était prête à quitter Ouandago, en raison du harcèlement et des attaques répétées dont elle était victime. Nous remercions la MINUSCA d'avoir aidé à gérer cette crise et favorisé le retour de la paix, de la cohésion sociale et du vivre ensemble dans notre commune »



Lydie Georgette Gahoro Soulou, ancienne Préfète de la Kémo (novembre 2018 - août 2024), actuelle Préfète de la Lobaye : « J'apprécie positivement ma collaboration avec la MINUSCA dans la Kémo. J'ai été fortement marquée par le respect des délais dans l'exécution des projets et la promptitude des forces de la MINUSCA dans leur intervention, qui nous a permis d'avoir la sécurité. En outre, les multiples formations que la Mission a organisées dans la Kémo ont contribué au changement des mentalités, notamment sur des questions telles que l'autonomisation des femmes et leur implication dans le processus de paix et dans le processus politique. L'appui apporté au Comité de mise en œuvre préfectoral (CMOP) de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation (APPR) a également favorisé la restauration et l'extension de l'autorité de l'Etat».



Séance d'information et de sensibilisation, dans la salle de conférence de la mairie de Kaga-Bandoro, sur le processus mutualisé APPR-RCA/ Feuille de route de Luanda



Processus de paix : soutien aux mécanismes locaux de mise en œuvre de l'APPR et de la Feuille de route de Luanda

✍ Par Lelis Bebila Salamy*

A travers sa Division en charge des affaires politiques, la MINUSCA joue un rôle majeur dans la mise en œuvre du mandat de la Mission, notamment dans l'exécution de l'une de ses tâches prioritaires, à savoir l'appui au processus de paix à travers la mise en œuvre de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation (APPR-RCA) et la Feuille de route de Luanda.



Le Prefet par intérim de l'Ouham-Fafa, Evrard Lamine, et une équipe du CMOP local appuyée par la MINUSCA de retour d'une mission sur l'axe Kamba-Kota, 05/05/2024, Photo Guy Florentin/Radio Ouham-Fafa

Au niveau du bureau régional des Kagas, la Section des affaires politiques a largement contribué à faire avancer la décentralisation de l'APPR-RCA et de la Feuille de route de Luanda. Sa contribution a notamment consisté en l'appui apporté aux autorités locales pour la facilitation des réunions du Comité de mise en œuvre préfectoral (CMOP) l'organisation de missions de terrain, la production de magazines diffusés sur les radios communautaires sur les questions liées à la transhumance apaisée, ainsi que le soutien à la plateforme de la société civile de Nana-Gribizi, au Comité local de paix et réconciliation (CLPR), aux leaders communautaires, aux jeunes, aux femmes et aux représentants de la Fédération Nationale des Éleveurs Centrafricains (FNEC) pour promouvoir la cohésion sociale, la consolidation de la paix, le désarmement des éléments armés et

la lutte contre la désinformation en vue d'assurer une paix durable.

Grâce à ces activités, la confiance entre les autorités locales et la population s'est nettement améliorée. La compréhension du processus de paix mutualisé se traduit par un rapprochement entre la population et les autorités locales avec lesquelles elle partage des informations qui permettent d'identifier les auteurs de troubles armés, les mouvements des éléments armés, les violences faites aux femmes, la petite délinquance et les incidents liés à la transhumance. En outre, la société civile s'engage elle-même dans des initiatives menées dans le cadre du processus de paix mutualisé.

Dans la préfecture de l'Ouham Fafa, le 4 octobre 2023, le CLPR a initié une médiation



Rencontre du CMOP de L'Ouham-Fafa avec la population du village de Bessé, 40 km de Batangafo dans la commune de Bakassa, 04/05/2024, Photo Guy Florentin/Radio Ouham-Fafa

avec le soutien de la MINUSCA afin d'apaiser les tensions persistantes entre les communautés Gbaya et Ndagba dans le village de Bomanda. La médiation a conduit à la réconciliation des deux communautés, marquée par une cérémonie de plantation d'arbres.

Le CMOP de l'Ouham-Fafa a lancé une série de missions sur le terrain, facilitées par la MINUSCA, sur trois axes majeurs : Mbali, Ouogo et Ouandago, suite à plusieurs incidents impliquant des groupes armés. Ces missions ont permis de vulgariser le processus de mise en oeuvre de l'APPR/FRL, d'apaiser les tensions entre éleveurs et agriculteurs et de mettre en place les points focaux CMOP dans les zones reculées de Mbali et Ouogo, difficiles d'accès. Le président du CMOP a profité de l'occasion pour inciter les groupes armés à rejoindre le programme de DDR.

Dans la préfecture de Kémo, les réunions du CMOP ont permis d'identifier les zones sensibles de la violence liée à la transhumance. Avec le soutien de la population locale, les forces de sécurité intérieure (FSI) et les membres du CMOP ont réussi à identifier les auteurs de troubles armés et ont pu les arrêter, ce qui a reflète la confiance et l'engagement de la population locale envers les acteurs étatiques et a permis d'atténuer les conflits liés à la transhumance dans la région. De plus, dans la sous-préfecture de Mala, à la suite d'un incident ayant entraîné la mort d'un civil, tué par un gendarme ivre, puis causé la colère des jeunes et le retrait de toutes les FSI de la localité, la Mission a facilité une mission de terrain du CMOP dans la ville afin d'apaiser les tensions. Suite au plaidoyer effectué auprès des autorités locales et nationales, les FSI ont été redéployées à Mala après neuf mois d'absence.

**Spécialiste des affaires politiques*



Rencontre entre CMOP et des éleveurs dans le village de Ngbada 34 km à l'Ouest de Batangafo sur l'axe Kamba-Kota, le 05/05/2024, Photo Guy Florentin

Appui continu au processus électoral

✍ Par Donatien Niyonsaba*

La MINUSCA apporte un appui multiforme au processus électoral centrafricain. Cet appui va de la planification des opérations au retour du matériel électoral dans les entrepôts, en passant par toutes les étapes des opérations électorales, entre autres, l'inscription des électeurs sur les listes, le monitoring et la sécurisation du scrutin.

Appui aux opérations avant le scrutin

Les opérations en amont sont extrêmement importantes pour la préparation des élections. Elles comprennent la planification, la recherche et la mobilisation des ressources, l'inscription des électeurs, l'affichage de la liste électorale provisoire, la correction de la liste électorale provisoire, la distribution des cartes d'électeurs et le déploiement du matériel électoral.

Le déploiement du matériel se fait en deux phases : le déploiement du matériel lourd et du matériel électoral sensible. Le matériel électoral lourd est déployé généralement une ou deux semaines avant le scrutin, tandis que le matériel électoral sensible est déployé un ou deux jours

avant le scrutin. La MINUSCA déploie le matériel depuis Bangui jusque dans toutes les sous-préfectures et dans certaines communes difficiles d'accès.

Au 1er novembre 2024, dans la Kemo, tous les 133 (100 %) centres d'inscription avaient été visités, dans la Nana Gribizi, 103 sur 127 centres d'inscription (81,10 %) et dans l'Ouham-Fafa, 88 sur 173 centres d'inscription (40,86 %) des centres d'inscription. Les communes de Bédé, Hama et Bakassa sont inaccessibles par la route à partir de Batangafo.

Ces visites permettent d'évaluer l'accès (état des routes et des ponts) ainsi que les infrastructures devant abriter les opérations.



Caravane motorisée de sensibilisation aux élections locales, Kaga Bandoro, 30 mars 2022, Photo MINUSCA/Simplice Assium Gaba

Appui aux opérations durant et après le scrutin

L'appui des opérations durant et après le vote est relatif au monitoring et à l'observation des opérations de vote, ainsi qu'au retour des résultats depuis les centres de vote jusqu'aux centres de compilation érigés dans les communes, dans les sous-préfectures et préfectures.

Le Bureau de la MINUSCA de la Région Kagas appuie 17 délégations sous-prélectorales des élections, qui comptent au total 85 membres, dans la mise en œuvre de toutes les opérations électorales notamment pour les aspects logistiques, techniques et opérationnels liés au scrutin. Il y a aussi le transfert des résultats depuis les 433 centres d'inscription jusqu'aux premiers centres de compilation que sont les communes et/ou les sous-préfectures jusqu'aux préfectures.

La formation et la sensibilisation

La formation et la sensibilisation sont transversales. Dans toutes les étapes électorales, une bonne compréhension du processus motive, mobilise la population et atténue les tensions politiques au sein des communautés. Tout le monde est appelé à comprendre les étapes, les dates phares et le mode de scrutin, afin que les résultats issus du vote soient acceptés par tous.

Sur l'ensemble de la zone couverte par le bureau, la MINUSCA veille à former les membres des 17 délégations locales, à raison de cinq membres chacune, et les 866 agents recenseurs répartis dans les 26 communes.

Au niveau de la sensibilisation, depuis que le Gouvernement centrafricain s'est engagé pour l'organisation des élections locales, plus de 1 000 séances de sensibilisation ont été organisées (en moyenne, une séance par jour, durant deux ans). Ces séances ont touché plus de 43 000 personnes avec un taux moyen de 30 % de participation pour les femmes. Un accent particulier est mis sur



Des citoyens exercent leur droit civique en votant lors des élections législatives de décembre 2020, dans la commune de Grevai (Nana-Gribizi), Photo MINUSCA/Abdourahmane Diallo

l'inscription des femmes sur les listes électorales, ainsi que leur participation en tant qu'électrices et candidates. L'effort de mobilisation des femmes doit être soutenu afin d'assurer le respect des dispositions de la loi sur la parité.

Sécurisation des opérations électorales

La sécurisation des opérations concerne toutes les étapes du processus. Les composantes Force et Police de la MINUSCA apportent un appui aux autorités et forces nationales de défense et de sécurité dans la mise en œuvre du plan de sécurisation des élections (PISE), qui a été élaboré par le Gouvernement avec le soutien la Mission.

**Spécialiste des affaires électorales*



Une patrouille conjointe de l'unité de police constituée du Sénégal et des FSI pour sécuriser les opérations d'inscription sur les listes électorales à Bolhom 2, village situé à 8 Km au Nord de Batangafo. Photo MINUSCA/Jean Paul Diong Mendy

Justice et Etat de droit : optimiser le fonctionnement des institutions judiciaires

La justice est un maillon essentiel pour assurer la restauration et l'extension de l'autorité de l'Etat. La MINUSCA a beaucoup fait, dans la région Kagas, pour soutenir les autorités locales dans ce domaine.

Par Moussa Sory*

Le premier volet porte sur la réhabilitation et l'équipement de plusieurs bâtiments, dont le tribunal de grande instance (TGI) et la rénovation des logements de fonction des autorités judiciaires à Kaga-Bandoro, le TGI de Sibut. Le coût total de tous ces investissements s'élève à plus 88 millions de francs CFA. Le second volet porte sur l'appui au bon fonctionnement de la chaîne pénale et la lutte contre l'impunité. Cette activité a d'abord porté sur la mise en œuvre des mesures temporaires d'urgence dont l'objectif était de lutter contre l'impunité. A ce titre, en 2017, la MINUSCA avait construit un centre de détention temporaire au sein de la base qui a servi de lieu de détention temporaire des suspects arrêtés par la Force ou la Police de la MINUSCA. Entre mars 2017 et février 2021, la Mission a facilité le transfèrement de 139 suspects à la section de recherches et d'investigation de Bangui et six au niveau de la

brigade territoriale de gendarmerie de Dekoa. Elle a aussi soutenu l'organisation d'un atelier de formation sur les mesures temporaires d'urgence en septembre 2023 au profit de 22 officiers de police judiciaire. L'apport de la MINUSCA a également permis de mettre fin à la paralysie du fonctionnement de la chaîne pénale en soutenant l'organisation des audiences correctionnelles et d'instruction des TGI de Kaga-Bandoro et de Sibut.

Autre contribution de la MINUSCA : l'amélioration du niveau de connaissance des droits et devoirs du citoyen à travers l'organisation d'activités de sensibilisation et la distribution de dépliants relatifs à des thématiques juridiques. De 2022 à 2024, elle a organisé 12 ateliers auxquels ont pris part 453 personnes déplacées internes sur trois sites de Kaga-Bandoro. Au cours de ces



Remise aux autorités de Kaga Bandoro du bâtiment du Tribunal de grande instance réhabilité par la MINUSCA, le 9 octobre 2021



Une vue partielle de la cour et du bâtiment de la maison d'arrêt et de correction de Kaga-Bandoro (Nana-Gribizi)

ateliers, plusieurs milliers de dépliants portant sur diverses thématiques juridiques ont été distribués aux populations.

La MINUSCA a également facilité l'accès à la justice et au droit, en organisant des formations et sensibilisations au profit des acteurs de la justice informelle ainsi que des cadres de concertation entre les acteurs de la justice formelle et informelle. Neuf ateliers de renforcement de capacités ont ainsi été organisés au profit de 197 acteurs de la justice informelle, incluant des chefs de groupes, de quartiers, de villages, des conseillers municipaux, des leaders religieux et leaders d'associations. 42 acteurs de la justice formelle et informelle ont participé à deux réunions de cadres de concertation. Dans le même esprit, six ateliers de sensibilisation regroupant 317 élèves et enseignants des lycées de Kaga-Bandoro, de Batangafo et de Sibut ont été organisés.

Réouverture et fonctionnement de la maison d'arrêt et de correction de Kaga-Bandoro

La crise politique et sécuritaire qui a affectée la République centrafricaine (RCA) au cours de la dernière décennie a eu pour conséquence

la fermeture de la plupart des établissements pénitentiaires du pays, y compris la maison d'arrêt et de correction (MAC) de Kaga-Bandoro). Lorsque les forces de sécurité intérieure ont été redéployées à Kaga-Bandoro, en l'absence d'infrastructures adéquates, les détenus étaient incarcérés dans les chambres de sûreté de la brigade territoriale et de la compagnie territoriale de gendarmerie ainsi qu'au commissariat de police. Après dix ans de fermeture, la Maison d'arrêt et de correction de Kaga-Bandoro a été rouverte le 1er septembre 2023, grâce à l'appui financier, technique et matériel de la MINUSCA, à travers trois projets à impact rapide et un projet financé sur fonds programmatiques. La réalisation de ces projets a permis de compléter la réhabilitation de la MAC, a conduit à la nomination d'un régisseur, au déploiement de 15 membres du personnel pénitentiaire, et au détachement de quelques éléments des FACA pour assurer la sécurité extérieure et surtout le transfert des détenus des unités de police judiciaire vers la prison.

L'Unité des affaires pénitentiaires de la MINUSCA a fait de la réinsertion sociale des détenus l'une de ses priorités. C'est pourquoi, elle a financé un projet d'un montant de près de sept millions de FCFA pour une formation certifiante de 15 détenus au métier de boulanger en vue d'offrir plus de chance aux détenus pour leur réinsertion sociale, mais aussi pour améliorer leurs conditions de vie en prison. En effet, le pain est vendu aux populations et les recettes sont réinvesties pour améliorer leur alimentation en prison. La Mission étend également son appui-conseil au respect des droits des détenus. Ainsi, le droit à la santé est respecté suite à l'ouverture d'une infirmerie et la nomination d'un infirmier-major chargé d'offrir des soins de santé aux détenus.

La MINUSCA organise également des séances de renforcement de capacités des membres du personnel pénitentiaire et des FACA sur place et des sessions de formation à Bangui. Les retombées sont visibles puisque le règlement intérieur de l'établissement a été élaboré, et un plan opérationnel intérieur et les ordres de poste de la MAC développés. Le montant total des différents projets réalisés par la MINUSCA pour l'opérationnalisation de la prison et le soutien aux institutions judiciaires s'élève à 233 millions FCFA.

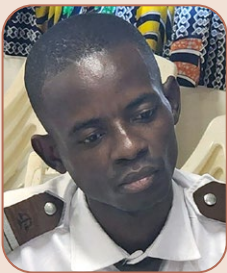
**Spécialiste des Affaires judiciaires*

Témoignages



Hamat Yakoub Rodouane, procureur de la République près le tribunal de grande instance de Kaga-Bandoro (janvier 2017 - septembre 2022) : « Nous témoignons notre profonde gratitude et toute notre reconnaissance à l'endroit de la MINUSCA pour son appui multiforme au fonctionnement du tribunal de grande instance de Kaga-Bandoro notamment pour : la réhabilitation du siège du tribunal et les résidences du président du tribunal et du procureur de la République et leur équipement en meubles ; la sécurisation des audiences ; l'appui logistique pour le transport du personnel judiciaire de Bangui à Kaga-

Bandoro ainsi qu'à l'intérieur de la préfecture de la Nana-Gribizi pour les audiences foraines et autres activités ; la dotation en fournitures de bureau ; le partage d'expériences et les conseils pratiques et stratégiques à travers la section des affaires judiciaires et pénitentiaires ; le financement des ateliers de formation à l'endroit des officiers de police judiciaire et des officiers de l'état civil. Ces appuis ont permis le redéploiement et l'opérationnalisation de l'appareil judiciaire à Kaga-Bandoro ».



Josué Guérémonzéret, contrôleur pénitentiaire, régisseur par intérim de la maison d'arrêt et de correction de Kaga-Bandoro « Nous remercions la MINUSCA pour son appui qui a permis de réhabiliter la prison et d'améliorer les conditions de vie des détenus, à travers divers projets, y compris la mise en place d'une infirmerie pour la prise en charge médicale des détenus, mais aussi d'une boulangerie, qui leur permet également de préparer leur réinsertion sociale en apprenant un métier utile. Grâce à cet appui continu de la Mission, nous pouvons dire avec confiance que la prison de Kaga-Bandoro

répond aux normes et standards internationaux en termes de respect des droits des détenus ».



La délégation conjointe Gouvernement-corps diplomatique et MINUSCA en visite à la maison d'arrêt et de correction de Kaga-Bandoro. Photo MINUSCA/Abdourahmane Diallo

Réforme du Secteur de Sécurité et Renforcement des capacités des Forces de sécurité intérieure : **des infrastructures modernes pour la Gendarmerie**



En présence de nombreuses autorités locales, la MINUSCA a officiellement remis, le 24 juillet 2024, deux bâtiments flambants neufs, équipés, ainsi qu'un forage, destinés à l'état-major de la Légion territoriale de Gendarmerie du Nord-est et à la Brigade de Gendarmerie territoriale de Kaga-Bandoro. Ces nouvelles infrastructures visent à améliorer les conditions de travail des forces de la gendarmerie.

✂ Par Abdourahmane Diallo

Des bâtiments modernes mais aussi un équipement complet de tables, chaises, fauteuils, ordinateurs avec accessoires, ainsi qu'une source d'énergie solaire et un forage pour garantir l'accès à l'eau ont été remis à la gendarmerie dans le cadre de l'appui de la MINUSCA à la réforme du secteur de la sécurité en République centrafricaine.

Lors de la cérémonie de remise, le Colonel Rodrigue Tengaina, Chef d'état-major de la Gendarmerie nationale, a fait part de sa reconnaissance pour cette aide précieuse. « *Nous exprimons toute notre gratitude à la MINUSCA, qui n'a pas hésité à répondre favorablement à l'appel qui lui a été lancé pour nous aider*



Levée du drapeau lors de la remise officielle, aux autorités de la Nana-Gribizi, du nouveau bâtiment de la compagnie de la gendarmerie territoriale de Kaga-Bandoro, le 14 juin 2022. Photo MINUSCA/Abdourahmane Diallo

à construire ces infrastructures et les équiper de tout le matériel nécessaire, avec en plus un forage pour améliorer les conditions de travail et de vie de nos gendarmes et des populations environnantes », a-t-il souligné. Il a également appelé les habitants de Kaga-Bandoro à protéger ces infrastructures qui sont des biens publics et à partager des informations avec les gendarmes afin de faciliter leur travail de protection et de sécurisation de la population.

Le Général Fidèle Toe, Chef de la Composante Police de la MINUSCA par intérim, a également salué la réalisation de ce projet. « Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'appui qu'apporte la MINUSCA dans la mise en œuvre du plan de renforcement des capacités et de développement des Forces de sécurité intérieure de la RCA, la restauration et l'extension de l'autorité de l'état à travers le renforcement des capacités opérationnelles de la Gendarmerie nationale », a-t-il souligné.

Carole Baudoin, Cheffe de la Section de la réforme du secteur de la sécurité de la MINUSCA, a confirmé que « cet appui de la MINUSCA vise, entre autres, à renforcer l'efficacité et l'efficacités des Forces de sécurité intérieure par le renforcement de leurs capacités opérationnelles ».

Ces deux nouvelles infrastructures entièrement équipées, qui viennent s'ajouter au bâtiment de la compagnie de gendarmerie territoriale de Kaga-Bandoro construit par la MINUSCA en 2022, contribuent à une amélioration notable des conditions de travail des gendarmes pour une meilleure sécurisation de la population.

Lors de la cérémonie, le Colonel Rodrigue Tengaina a également annoncé une augmentation significative des effectifs de la Légion de Gendarmerie territoriale dans le but de renforcer davantage la sécurité dans la région, notamment dans la perspective des élections locales.

Promotion du Genre : de l'implication des femmes dans le processus de paix et dans le processus politique en vue des élections locales



Marche des femmes de Kaga-Bandoro lors du lancement de la campagne des 16 jours d'activisme contre les violences basées sur le Genre, le 25 novembre 2023. Photo MINUSCA/Abdourahmane Diallo

La MINUSCA a mené plusieurs activités au niveau local pour renforcer la participation des femmes à la mise en œuvre du processus de paix. Il s'agit, entre autres, des ateliers de formation et de renforcement des capacités des femmes sur les techniques de résolution pacifique des conflits, la cohésion sociale, la réconciliation intercommunautaire et la médiation au niveau local, des séances de sensibilisation sur le processus mutualisé de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation (APPR) et la Feuille de route de Luanda, la dotation en kits d'activités génératrices de revenus composés de moulins à maïs, moulins à arachides, matériel de saponification, et motocyclettes, au profit de 150 femmes pour renforcer le vivre ensemble et la cohésion sociale. Autre activité, la mise en place de cercles de paix qui s'impliquent dans des initiatives de paix et de cohésion sociale à travers la sensibilisation, la médiation et les dialogues intercommunautaires.

✍ Par Agbeko Koffi Sodjinou*

Les femmes bénéficiaires ont, ensuite, pris des initiatives concrètes pour la paix, y compris en organisant des dialogues communautaires avec différents acteurs, notamment ceux de la justice, les autorités locales, les agriculteurs, les éleveurs, le comité de médiation, la fédération nationale des éleveurs de Centrafrique (FNEC), les ONG locales, le conseil national de la jeunesse, les services de l'élevage

et de l'agriculture, les Forces de défense et de sécurité, le Forum des droits de l'homme, etc. sur les thèmes de la justice, de la gouvernance et de la transhumance apaisée. Par ailleurs, les activités génératrices de revenus ont permis à davantage de femmes de bénéficier de la vente de savon et de la transformation des produits agricoles. En outre, elles ont même créé un système de microcrédit appelé association villageoise d'épargne et de

crédit (AVEC) à travers lequel elles épargnent et accordent des prêts pour leurs activités.

« Nous saluons l'appui multiforme que la MINUSCA apporte aux des femmes, aussi bien dans le renforcement du leadership féminin en entrepreneuriat et l'autonomisation socio-économique par des formations et dotations en équipement pour les activités génératrices de revenus (AGR), que pour leur engagement politique », a déclaré Olga Sémandélé, présidente de la plateforme des organisations de la société civile de la Nana-Gribizi.

Appui à la participation des femmes au processus politique, notamment aux élections locales

En termes de participation des femmes au processus politique et à la gouvernance locale, les initiatives entreprises sont, entre autres : des causeries éducatives sur le rôle politique des femmes et leur participation aux élections locales auprès de divers acteurs dont 64 leaders communautaires, religieux et traditionnels, dont 33 femmes, 91 leaders d'organisations de jeunesse, parmi lesquels 40 femmes.

Ensuite, 10 ateliers d'information et de sensibilisation pour un total de 318 femmes leaders sur la décentralisation, le rôle des conseillers municipaux, les étapes d'un processus électoral, le rôle politique des femmes et la pertinence de leur participation aux élections et à la gouvernance locale. Par ailleurs, 10 plateformes de femmes politiquement engagées ont été mises en place, et visent à mobiliser la communauté et encourager la participation des femmes aux élections locales. Des sessions de renforcement des capacités ont été organisées à l'intention de 164 candidates potentielles. Elles ont permis de renforcer la capacité de mobilisation sociale et financière des femmes, certaines plateformes ont été dotées de motos tricycles pour soutenir leur engagement dans le processus électoral.

Enfin, le bureau régional de

la MINUSCA a organisé des séances de plaidoyer et de sensibilisation à l'intention des partis politiques sur l'importance d'impliquer les femmes dans le processus électoral et un meilleur positionnement sur les listes de candidats. Ces initiatives ont favorisé la compréhension et l'engagement des acteurs à soutenir les candidates et éviter les comportements répréhensibles et l'intimidation à l'encontre des femmes, tout en s'engageant dans des actions de mobilisation sociale pour promouvoir la participation effective des femmes aux élections locales. On note également plus d'engagement des femmes sur le terrain, ainsi que l'engagement des partis politiques pour un meilleur positionnement des candidates. Par ailleurs, les connaissances de 164 femmes ont été renforcées sur la communication politique, la mobilisation des ressources, la rédaction d'un projet de développement communautaire, les techniques de plaidoyer, etc.

« Grâce aux formations et sensibilisations sur la promotion du Genre menées en partenariat avec la MINUSCA, les femmes de la Nana-Gribizi sont maintenant prêtes à s'engager en politique et se présenter aux élections locales à venir. Cette année, nous ne laisserons pas les hommes prendre la Mairie de Kaga-Bandoro », a soutenu Angélique Guéremalé, présidente de l'OFCA de Nana-Gribizi.

**Spécialiste des questions de genre*



Une Casque bleu pakistanaise lors d'échanges avec un groupe de femmes sur la création de petites et moyennes entreprises et des stratégies de diversification des sources de revenus, à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté, Kaga-Bandoro, le 17 octobre 2022 Photo MINUSCA / Major Bibi Marium

Témoignages



Angélique Guérémalé, Présidente de l'Organisation des femmes centrafricaines (OFCA) de Nana-Gribizi, représentante des femmes rurales de la République centrafricaine au Conseil économique et social. « Grâce

aux activités génératrices de revenus au profit des femmes, la MINUSCA a contribué à l'amélioration de nos conditions de vie. Les moulins à maïs qu'elle nous a fournis facilitent la tâche des femmes, qui utilisaient les mortiers pour moudre le maïs afin d'obtenir la farine pour leur alimentation ou la vente.

En outre, les femmes de Kaga-Bandoro ont développé une réelle expertise

dans la saponification. Aujourd'hui, nos produits sont vendus sur plusieurs marchés, y compris à Kabo, Ndele et Moyenne-Sido. Avec les revenus générés par ces activités, nous avons mis en place un système de micro-crédit, avec des tontines bien améliorées, dénommé Association villageoise d'épargne et de crédit (AVEC), ce qui nous permet d'allouer des prêts aux femmes pour qu'elles financent d'autres activités économiques. Certaines achètent et revendent des poulets, des cabris, de moutons, des porcs, les moutons. On investit également dans l'agriculture pour améliorer notre production. Sur le volet de l'engagement politique, grâce aux formations et sensibilisations sur la promotion du genre menées en partenariat avec la MINUSCA, les femmes de la Nana-Gribizi sont maintenant prêtes à participer au processus politique et à se présenter aux élections locales à venir. Cette année, nous ne laisserons pas les hommes prendre la mairie. J'invite toutes les femmes à se mobiliser massivement pour affirmer notre leadership et conquérir la place qui nous revient. Je me battraï pour que nous ayons le maximum de femmes conseillères et une femme à la tête de la mairie pour changer la gouvernance, pour faire de Kaga-Bandoro une ville moderne » .



Jacqueline MANDA, Présidente de l'OFCA de la sous-préfecture de Nana-

Outa: « Je retiens, entre autres réalisations de la MINUSCA, l'appui apporté aux femmes pour les sortir de l'obscurantisme et en faire des citoyennes informées de leurs droits et de l'importance de leur et de leur place dans la société. Auparavant, nous n'étions pas bien informées. Mais grâce aux ateliers

de formation et de sensibilisation en faveur des femmes, celles-ci se sont mobilisées pour aller s'inscrire sur les listes électorales afin de participer à tout le processus en tant qu'électrices ou candidates, car la MINUSCA a promis

de nous accompagner dans ce sens. En outre, la MINUSCA nous a sensibilisées aussi dans le domaine de la protection des enfants, surtout contre les mariages précoces et forcés, ainsi que pour la scolarisation des filles pour assurer un développement durable dans notre société.»



Rosalie PATAOKO, Présidente préfectorale de l'OFCA de la KEMO : « Nous

sommes très reconnaissantes de tout l'appui que la MINUSCA apporte aux femmes centrafricaines dans divers domaines. A Sibut, la Maison de la femme a été construite et clôturée par la MINUSCA. Nous avons ainsi un cadre

approprié pour nous réunir et recevoir ou organiser des formations dans divers domaines liés à la promotion du genre et des droits des femmes. Les activités génératrices de revenus mises en œuvre par la MINUSCA contribuent à notre autonomisation. Nous sommes également très reconnaissantes pour l'appui

que la Mission apporte aux femmes engagées en politique pour leur permettre de participer aux prochains scrutins non seulement en tant qu'électrices, mais aussi et surtout en tant que candidates».



Renforcement des mécanismes de prévention des violations des droits de l'homme

✍ Par Mahamane Coulibaly

Dans le cadre de ses activités régulières de protection et promotion des droits humains, la Division des droits de l'homme de la MINUSCA met un accent particulier sur le renforcement des capacités relatives aux violations des droits de l'homme.



Entre avril et juillet 2024, plus de 160 membres des forces armées centrafricaines (FACA) et des forces de sécurité intérieure (FSI), dont 21 femmes, ont été formés dans sept localités des préfectures de la Nana Gribizi, de la Kemo et de l'Ouham-Fafa, notamment à Batangafo et Bouca (préfecture de l'Ouham-Fafa), Dekoa et Sibut (préfecture de la Kemo), Ouandago, Mbres et Kaga Bandoro (préfecture de la Nana-Gribizi). Les formations ont porté sur le droit international des droits de l'homme et le droit international humanitaire, y compris les violences sexuelles liées au conflit. L'ensemble de ces activités a connu le soutien et l'implication des

autorités administratives locales, des autorités judiciaires locales, des maires, de la hiérarchie des FACA et FSI au niveau local, et des médias locaux.

Au cours de la même période, plus de 100 membres des forums locaux des droits de l'homme, dont 33 femmes, ont été formés aux notions de base des droits de l'homme, les violences sexuelles liées au conflit et les outils de monitoring et de plaidoyer dans le but d'améliorer la manière avec laquelle ils collectent les informations sur les allégations de violations des droits de l'homme. Il s'agit aussi d'inciter l'implication de la société civile dans la promotion et la protection des droits de l'homme. Ces activités ont été mises en œuvre dans les villes de Kaga-Bandoro, Ndomete (préfecture de la Nana Gribizi), Batangafo (préfecture de l'Ouham-Fafa) et Dekoa (préfecture de la Kemo) avec le soutien des autorités locales et des leaders communautaires.

Conscient que la culture des droits de l'homme peut prendre son envol chez les jeunes scolarisés, la MINUSCA a appuyé la mise en place de clubs des droits de l'homme dans certains lycées et organisé des sessions de sensibilisation au respect des principes et standards des droits de l'homme au profit de 200 élèves dont 91 filles dans les sous-préfectures de Kaga-Bandoro et Mbres, préfecture de la Nana Gribizi, au mois de juin 2024.

Les différents ateliers ont permis aux participants d'être informés sur les normes et principes des droits de l'homme, de prendre des engagements en faveur de leur promotion, et de formuler des recommandations telles que l'organisation de sensibilisation de masse aux violences basées sur le genre dans les établissements scolaires.

**spécialiste des droits de l'homme*

Témoignages



Francois Lakouéténé, maire de la Commune de Nana-Outa « Nous nous réjouissons que la MINUSCA organise des formations sur le respect, la protection et la promotion des droits de l'Homme à l'intention de nos forces de défense et de sécurité. Ces formations vont leur permettre de mieux connaître leurs devoirs et obligations envers la population, qu'ils sont censés protéger. Certains membres de ces forces sont parfois responsables de violations de droits humains. Nous espérons donc que, grâce à ces formations offertes par la MINUSCA, nos forces seront mieux outillées pour respecter et protéger les droits des citoyens ».



Atelier de formation des FACA et FSI sur le Droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire, Ouandago, le 15 avril 2024. Photo Odilon Dalvoy, Journaliste, La voix de Kaga



Lieutenant-colonel Nicolette Wolobili, commandant de la Légion de gendarmerie territoriale du Nord-est basée à Kaga-Bandoro et couvrant les Préfectures de Nana-Gribizi, Bamingui Bangoran, Vakaga, Ouham et Ouham-Fafa : « En plus des infrastructures offertes par la MINUSCA, à travers la construction et l'équipement de nos bureaux à Kaga-Bandoro, Mbres, et Ouandago, la MINUSCA nous apporte un appui essentiel et indispensable en termes de formations et renforcement des capacités de nos officiers dans divers domaines, entre autres, dans la police technique et scientifique, la police judiciaire, etc. Je note également avec satisfaction la colocation entre les officiers de la police des Nations Unies (UNPOL) et les forces de sécurité intérieure. Cela permet de fournir à nos gendarmes et policiers une assistance technique en matière de police judiciaire, notamment dans les brigades, afin de faire respecter les droits des personnes gardées à vue, la rédaction des procédures et les déferrements devant le tribunal »



Virginia Gamba, Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations unies pour les enfants et les conflits armés, en visite à Kaga-Bandoro, le 3 mai 2019 Photo UN/MINUSCA - Leonel Grothe

La protection de l'enfant à travers la campagne « Agir pour protéger les enfants affectés par les conflits armés » dans la région Kagas

✍ Par Angu-andia Alain ONZIGA*

La section de la protection de l'enfant de la MINUSCA a cinq fonctions principales: 1) Prendre en compte les questions de protection de l'enfant de manière systématique et fournir une formation ainsi que des conseils stratégiques sur ces questions; 2) surveiller et signaler les violations commises contre des enfants ; 3) mener des actions de sensibilisation en faveur des enfants et assumer une fonction consultative auprès des responsables de la Mission; 4) mener un dialogue avec les parties au conflit visant à mettre fin aux violations commises envers les enfants ; et 5) coordonner

les interventions en matière de protection de l'enfance.

Dans le cadre de la campagne « Agir pour protéger les enfants affectés par les conflits » lancée en 2019 par la Représentante spéciale du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés, la MINUSCA a apporté un soutien aux autorités pour la mise en œuvre d'engagements internationaux menant notamment à l'adoption et promulgation de la loi No 20-016 du 15 juin 2020 portant code de la protection de l'enfant en République centrafricaine lequel inclut la



Sensibilisation publique à la protection de l'enfant dans le cadre de la vulgarisation du mandat de la MINUSCA dans le village de Ngoumourou sur l'axe Kaga-Bandoro Ouandago, Photo MINUSCA/Simplice Assium Gaba

criminalisation du recrutement et de l'utilisation d'enfants dans des groupes et forces armés. En parallèle, l'engagement auprès des groupes armés a permis au Front Patriotique pour la Renaissance de la Centrafrique (FPRC) de signer le 24 juin 2019 un plan d'action pour cesser et prévenir les violations graves des droits de l'enfant.

Au cours de l'année budgétaire 2023-2024, la MINUSCA a organisé 16 séances de formation et de sensibilisation au profit de 392 participants (89 femmes et 303 hommes) à Kaga-Bandoro (Nana-Gribizi), Batangafo (Ouham-Fafa) et Sibut (Kemo). Les bénéficiaires étaient 1) des acteurs de protection ; 2) des membres du comité de mise en

œuvre préfectoral (CMOP), du comité local de paix et de réconciliation (CLPR) et des leaders religieux ; 3) des représentants des réseaux communautaires de protection de l'enfant ; 4) des éléments des forces armées centrafricaines (FACA) ; 5) des forces de sécurité intérieure (FSI) ; 6) des maires, conseillers, membres des associations des jeunes et des femmes ; 7) des acteurs judiciaires (Officiers de police judiciaire, agents de police judiciaire et service pénitencier) et des affaires sociales; et 8) des enseignants et des membres des associations des parents d'élèves (APE).

**Spécialiste de la protection de l'enfant*



Virginia Gamba rencontre les responsables des groupes armés, lors du lancement de la campagne de sensibilisation à la protection de l'enfant, Kaga-Bandoro, le 3 mai 2019. Photo UN/MINUSCA - Leonel Grothe

Stabilisation de la Nana-Gribizi : un défi conjointement relevé avec les autorités locales

Lorsque j'ai été nommée cheffe du bureau de la MINUSCA à Kaga-Bandoro en août 2021, j'ai immédiatement pensé aux terribles actes de violence intercommunautaires qui avaient eu lieu dans la ville de Mbrès en juin 2018. En effet, j'avais alors conduit une mission dans cette zone et j'avais aussi été témoin d'une ville – comme celle de Kaga-Bandoro – coupée en deux. Cependant, dès mon arrivée sur place et lors de mes premières visites de familiarisation sur le terrain, un tout autre environnement s'est présenté à moi. Certes, un environnement encore bouleversé par l'action déstabilisatrice de groupes armés résiduels, mais aussi marqué par des dynamiques vertueuses de réconciliation graduelle et progressive. Ce changement a été rendu possible grâce à l'œuvre stabilisatrice de la MINUSCA, mais aussi grâce à la sagesse et à la dextérité du Préfet, des Sous-Préfets et des autres autorités locales.

✍ Par Alessandra Trabattoni*

Dans la continuité de la voie tracée par mon prédécesseur, mes collègues et moi nous sommes tous mis à l'écoute des autorités ainsi que des habitants des villages, où la menace d'une reprise du cycle de la violence planait toujours. Nous avons également fait tout notre possible pour couvrir les localités les plus reculées et les plus difficilement accessibles. Ensemble, nous avons « rêvé » d'une Nana-Gribizi prospère, où la diversité est une richesse

non seulement politique et humaine, mais aussi économique. Ce rêve se concrétise aujourd'hui à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de l'alimentation à Kaga-Bandoro. Après presque trois ans de travail en faveur de la paix et en collaboration avec les autorités locales et les communautés, je peux affirmer que la voie privilégiée vers une paix durable passe par une approche multidimensionnelle et participative, qui puisse répondre de manière holistique aux



Le sous-préfet de Kaga-Bandoro, Awat Mahamat (en costume bleu), le Préfet de Nana-Gribizi, Abdoulaye Mahamat (en costume rouge) et le Maire de Kaga-Bandoro, Alvin Moussa Zavido (en veste, chemise blanche), avec l'équipe du bureau régional de la MINUSCA

déchirements sociaux et politiques qui sont la conséquence d'une crise prolongée, surtout quand celle-ci touche à des clivages identitaires.

À titre d'exemple d'une telle réponse, je voudrais citer l'intervention que la MINUSCA a menée, en étroite collaboration avec le préfet et la gendarmerie, dans la ville de Ouandago, située à 50 km au nord-ouest de Kaga-Bandoro, entre février et mars 2022. Depuis juin 2021, la création d'une milice d'auto-défense afin de défendre un territoire où les FACA/FSI n'avaient pas encore pu se déployer avait eu comme conséquence inattendue l'exacerbation de la tension intercommunautaire en ville. En janvier 2022, cette tension avait atteint son paroxysme avec des cas d'assassinat et de blessures volontaires qui avaient poussé une communauté entière à fuir les lieux. Alertés à temps et en étroite collaboration avec le Préfet, la MINUSCA a organisé plusieurs visites conjointes sur le terrain afin de réduire la tension et d'entamer un processus de réconciliation durable, notamment grâce à l'intervention du CMOP.

La mise en œuvre d'un projet CVR au bénéfice de 100 personnes en échange de leurs armes

artisanales avait aussi grandement contribué à réduire cette tension. Ces efforts, bien que fondamentaux, se sont malheureusement heurtés à l'obstacle de la circulation massive d'armes artisanales, utilisées par des criminels pour s'emparer des biens d'autres citoyens, ce qui a alimenté ultérieurement les tensions intercommunautaires. Seule l'opération de ratissage menée par la Gendarmerie avec le soutien de la police des Nations Unies (UNPOL), de l'unité constituées de Police du Rwanda (RWANDAFPU) et de la Force, entre le 17 janvier et le 3 février 2022, au cours de laquelle 66 personnes soupçonnées de crimes graves ont été interpellées, a finalement permis à la ville de Ouandago de retrouver la sécurité et l'harmonie. D'ailleurs, Ouandago continue de s'épanouir dans la paix, grâce aux efforts conjoints des autorités locales et de la MINUSCA. En effet, rêver de la paix et de la prospérité n'est pas seulement possible, c'est un impératif commun.

** Cheffe du bureau régional de la MINUSCA à Kaga-Bandoro (août 2021 – janvier 2024)*



Mission conjointe d'évaluation sécuritaire avec le Sous-préfet de Mbres, Dieu-Beni Célestin Tébéfra, dans le village de Linguiri, le 26 mars 2022.

Témoignages



Dieu-Beni Célestin Tébéfra, ancien sous-préfet de Mbres (2020-2024), actuel sous-préfet de Ndélé « La MINUSCA a beaucoup contribué au rétablissement

de la paix, de la sécurité, de la cohésion sociale, du vivre ensemble, du déploiement des fonctionnaires et agents de l'État ainsi que des forces de défense et de sécurité. Dans la sous-préfecture de Mbrès, parmi les activités qui nous ont le plus marqué, on peut citer les formations, les sensibilisations sur la protection des civils, le respect et la promotion des droits de l'homme, l'appui à la mise en œuvre de l'accord politique pour la paix et la réconciliation

(APPR). Mais nous n'oublions pas aussi les missions conjointes intégrées avec les autorités locales et la MINUSCA. Quand il y a eu des problèmes d'insécurité dans les villages de Linguiri, Banyao et Yombobak, la MINUSCA et les autorités se sont déployées ensemble sur le terrain pour évaluer la situation sécuritaire, travailler aux côtés de la population pour la rassurer de leur présence.

Mon plus beau souvenir de ces années de collaboration avec la MINUSCA dans la sous-préfecture de Mbres, c'est la célébration de la journée des Nations Unies 2023. Cette journée nous a marqués positivement. Quand bien même il pleuvait, la population s'était fortement mobilisée pour participer à cette cérémonie et nous étions très émus, même si l'activité avait été célébrée en différé. Nous avons noté avec beaucoup de satisfaction l'engouement de la population, des autorités et de la MINUSCA pour célébrer avec nous cette grande journée »



Olga Sémandélé, Présidente de la plateforme des organisations de la société civile de la Nana-Gribizi : « Avec la MINUSCA, nous avons mené plusieurs

activités, dans le cadre des campagnes sensibilisation et de promotion de la culture de la paix, de la cohésion sociale et du vivre-ensemble. Ces activités ont contribué à l'apaisement, notamment dans les localités où il y avait des tensions et conflits intercommunautaires, comme Ouandago, dans la sous-préfecture de Nana-Outa, et Mbrès. Grâce à la collaboration et l'appui de la MINUSCA, ainsi que l'implication de tous les acteurs locaux, y compris les

autorités et leaders de la société civile, nous avons réussi ensemble à gérer de nombreuses crises, réconcilier des communautés et faciliter la libre-circulation, notamment sur l'axe Ndomete-Mbrès. Je me souviens encore de l'importante table ronde sur la libre circulation des personnes et des biens dans la Nana-Gribizi, organisée du 12 au 14 juin 2019 par les autorités locales, avec l'appui de la MINUSCA à la sous-préfecture de Kaga-Bandoro.

Tous ces efforts n'ont pas été vains. Aujourd'hui, nous avons la paix et nous restons engagés à la préserver et la consolider davantage, car c'est un acquis sans lequel nous ne pouvons rien bâtir de durable. Par ailleurs, sur un plan personnel, j'ai beaucoup appris des diverses formations et séances sensibilisations organisées par la MINUSCA. Grâce à cette expérience et aux nouvelles connaissances acquises, je m'investis aujourd'hui énormément dans l'agriculture, car j'ai compris que c'est une activité, qui peut être source de prospérité et de développement économique pour notre pays.»



Bernard Kpodan, ancien sous-préfet de Mala (2020-2024) : « Les réalisations de la MINUSCA dans la sous-préfecture de Mala sont de plusieurs ordres. Il y a d'abord la sécurisation de la ville de Mala à travers les patrouilles du contingent burundais et les séjours de ces troupes à Mala, dans le cadre de la protection des civils. Il y a aussi la restauration de l'autorité de l'État. Ensuite, Il y a la construction des infrastructures administratives et socio-économiques de base, notamment la mairie et le marché central de Mala, la dotation de la sous-préfecture en ordinateur, en mobilier et fournitures de bureau, sans oublier les patrouilles militaires continues pour la sécurisation de la ville de Mala. Mon plus beau souvenir de travail avec la MINUSCA, c'est la mise en œuvre du programme de réduction des violences communautaires (CVR-6), qui a permis de désarmer une centaine de jeunes qui ont bénéficié de projets d'activités génératrices dans les domaines de l'élevage, de l'agriculture et la réhabilitation de certains axes routiers ».



Florence NYAMA, Coordonnatrice du Comité local de paix et réconciliation de Sibut : «Le CLPR a énormément bénéficié de l'appui de la MINUSCA. De nombreuses sessions de formations ont été organisées par la Mission pour nous aider à développer nos compétences dans les domaines de l'analyse des conflits, de la médiation, de la gestion des crises, etc. C'est ce que nous a permis de mener nos activités de sensibilisations et plaidoyer, toujours avec l'appui de la MINUSCA, non seulement pour apaiser les tensions dans les zones touchées par les conflits, mais aussi pour renforcer la cohésion sociale et le vivre-ensemble. Aujourd'hui, nous travaillons dans la prévention et la gestion pacifique des conflits liés à la transhumance, grâce à l'appui continu de la MINUSCA».



Daniel Nguérélessio, Journaliste, Coordonnateur du Comité local de paix et réconciliation (CLPR) de Kaga-Bandoro, ancien directeur de la radio communautaire La Voix de Kaga : « Kaga-Bandoro est restée longtemps sans radio communautaire. Entre 2016 et 2023, la ville était l'une des rares localités chef-lieu de préfecture à ne pas avoir une radio communautaire, en raison des pillages successifs organisés par les groupes armés lors des crises répétitives qui ont secoué la ville de Kaga-Bandoro. C'est grâce à la MINUSCA que cette radio a été relancée en 2023. Aujourd'hui, elle joue un rôle

essentiel pour informer et sensibiliser la population, notamment sur le processus de paix et de réconciliation. C'est un excellent outil de communication au niveau communautaire et local. Nous ne remercierons jamais assez la Mission pour son appui continu, qui permet à la radio de fonctionner.





Agnès Diamdo, adjointe au Maire et membre de la Délégation spéciale de la Commune de Kaga-Bandoro : « L'appui de la MINUSCA est d'une importance capitale dans tous les domaines. La ville de Kaga-Bandoro est la preuve vivante de l'impact positif de la présence et de la contribution des Nations Unies à la transformation de notre préfecture, la Nana-Gribizi, de bastion des groupes armés, caractérisée par une instabilité chronique, a un exemple de réussite dans la mise en œuvre du processus de paix, dans la stabilisation, étapes indispensables pour le relèvement économique et le développement.

Grâce à la MINUSCA, les femmes ont pu avoir accès à des formations et plusieurs activités génératrices de revenus, renforçant ainsi leur autonomisation sur le plan économique. Aujourd'hui, dans notre préfecture la voix des femmes compte, grâce à l'appui et aux sensibilisations de la MINUSCA ».



Wilfried Zoumalé, ancien président du Conseil préfectoral de la jeunesse de la Nana-Gribizi, deuxième vice-président du Conseil national de la jeunesse centrafricaine et conseiller spécial à la présidence de la République chargé du suivi de la mise en œuvre des recommandations du dialogue républicain. « Dans la Nana-Gribizi, les programmes de réduction des violences communautaires ont permis de désarmer des milliers de jeunes en leur offrant la possibilité de participer à des activités génératrices de revenus. Grâce à tous ces projets et réalisations, la paix est de retour et la libre-circulation, la cohésion sociale et le vivre-ensemble sont devenues des réalités, grâce à l'appui de la MINUSCA »

Sur un plan personnel, j'ai beaucoup appris de la MINUSCA, à travers les formations et différentes activités auxquelles j'ai pris part. C'est grâce à cette expérience de travail avec la MINUSCA que j'ai été élu 2e vice-président du Conseil national de la jeunesse centrafricaine (CNJ,) et représentant de la Jeunesse dans le comité de suivi de la mise en œuvre des recommandations du dialogue républicain. Et le président de la République m'a fait l'honneur en me nommant conseiller spécial dans le cadre de la mise en œuvre de ces recommandations du dialogue républicain ».



Roger Goussou, ex-combattant bénéficiaire du programme pré-DDR initié en 2016 à Kaga Bandoro : « Après avoir déposé les armes, j'ai bénéficié d'une formation en boulangerie. Ensuite, la MINUSCA nous a installé une unité de production de pains après la formation. Un atelier, un four et les équipements nous ont été fournis avec un fonds pour commencer nos activités. Grâce à cet appui, aujourd'hui, je suis financièrement indépendant. Je suis connu comme un vendeur dans la ville de Kaga Bandoro et je suis aussi un fournisseur pour certaines organisations de la place. Ce business marche très bien et m'aide énormément à subvenir aux besoins fondamentaux de ma famille ».

énormément à subvenir aux besoins fondamentaux de ma famille ».



Yando Noëlla, coiffeuse, bénéficiaire du CVR4 à Kaga Bandoro, réside maintenant à Sibut : « Après la formation en coiffure avec sept autres bénéficiaires, la MINUSCA nous avait fourni des kits d'installation. Grâce à ce Kit, nous avons construit un Kiosque qui sert d'atelier au groupe. Depuis 2021, je travaille dans cet atelier et j'ai une grande clientèle. Ce travail me permet de subvenir aux besoins de ma famille. Je remercie la MINUSCA de nous avoir donné la chance de reprendre notre vie et notre destin en mains ».

Consolider les acquis dans la Nana-Gribizi et relever les défis dans l'Ouham-Fafa

✍ Par Jasminka Kumbric*

Conformément à son mandat, la MINUSCA apporte un appui total et sans réserve au gouvernement centrafricain et aux autorités locales pour assurer la protection des civils, la restauration et l'extension de l'autorité de l'Etat, les deux principales priorités de notre mandat, ainsi que toutes les autres tâches prioritaires et essentielles. Le bureau régional basé à Kaga-Bandoro, dont j'ai l'honneur d'être la cheffe depuis le 12 juin 2024, a beaucoup fait au cours des 10 dernières années pour contribuer au retour de la paix dans la région.

Comme vous l'avez lu dans les pages qui précèdent, les différentes composantes de la Mission (civile, force et police) ont travaillé main dans la main avec les autorités locales pour nouer des relations de confiance afin d'assurer une mise en œuvre effective et efficace de notre mandat. De la protection des civils à la promotion du genre, en passant par l'extension de l'autorité de l'Etat et la réforme du secteur de sécurité, des progrès significatifs ont été enregistrés dans les Préfectures de la Nana-Gribizi et de la Kemo. Aujourd'hui, nous travaillons à la consolidation de ces acquis pour assurer que la paix retrouvée dans ces deux préfectures soit durable afin de faciliter le relèvement et les actions en faveur du développement.

En revanche, dans l'Ouham-Fafa, il y a encore de nombreux défis à relever. En effet, cette nouvelle Préfecture ne relève pas de la Région administrative des Kagas, mais, pour des raisons pratiques, elle a été rattachée à la zone de responsabilité du bureau régional de la MINUSCA à Kaga-Bandoro, depuis le mois de juillet 2023. C'est une zone frontalière,



où se sont retranchés les éléments du groupe armé dénommé « *Coalition des patriotes pour le changement* » (CPC), constitué par l'ex-président François Bozizé et certains de ses alliés issus de divers groupes, y compris « *ex-Seleka* » et « *anti-balakas* », à la veille des élections de décembre 2020. Ces groupes se cachent souvent dans la forêt, notamment dans la zone de Kambakota, où dans d'autres zones difficiles d'accès, en particulier dans les sous-préfectures de Batangafo, Kabo et Moyenne Sido, et ne sortent que pour mener des attaques sporadiques contre la population civile, sur certains axes routiers, puis retournent dans leur retranchement.

Au-delà de la question des groupes armés affiliés ou non à la CPC, l'Ouham-Fafa est une zone fortement affectée par les conflits liés à la transhumance, où des bandits armés commettent des braquages ciblant les éleveurs transhumants, notamment sur le chemin du retour, et s'emparent de leur bétail. Au cours de l'année 2023-2024, la MINUSCA a enregistré 17 incidents liés à la transhumance dans l'Ouham-Fafa. Lors de ces incidents, sept décès et trois blessés ont été rapportés. Par ailleurs, au cours de trois cas de braquages suivis de vols de bétail, 54 boeufs ont été emportés. Deux cas de destruction de champs et deux cas de déplacement de population ont également été enregistrés, au niveau de la préfecture. Au cours de la même période, sur l'ensemble de la région des Kagas, la MINUSCA a enregistré un total de 72 incidents liés à la transhumance. Le bilan fait état de 37 morts au total, pour l'ensemble de la région.

Ainsi, assiste-t-on parfois, à des opérations de représailles menées par certains éleveurs ou des



Deux hélicoptères armés de l'Unité d'aviation tunisienne de la MINUSCA effectuent une mission de reconnaissance à Bouca, le 19 mars 2022

membres de leurs familles qui attaquent, à leur tour, des villages supposés abriter les responsables des braquages. Malheureusement, ces conflits entraînent souvent des pertes en vies humaines. La MINUSCA prend très au sérieux cette question, qui entre dans le cadre de son mandat de protection des civils.

C'est le lieu de réitérer notre engagement à travailler avec les autorités locales et les Forces de défense et de sécurité nationales, pour assurer la protection des civils, créer les conditions d'une transhumance apaisée et prospère, favoriser la

cohésion sociale et le vivre-ensemble dans le respect des droits et libertés de tous les citoyens. Nous mettrons également un accent particulier sur l'appui à l'extension de l'autorité de l'Etat, notamment à travers la construction et la réhabilitation des infrastructures administratives, les ponts et les routes. Nous comptons ainsi poursuivre, dans l'Ouham-Fafa, toutes les bonnes pratiques qui nous ont permis d'obtenir des résultats probants dans la Nana-Gribizi et la Kémo.

**Cheffe du bureau régional de la MINUSCA à Kaga-Bandoro*



Une équipe du génie civil du contingent pakistanais de la MINUSCA réhabilitant un pont métallique de l'axe Kaga-Bandoro – Azène, le 28 novembre 2022. Les différents contingents de la Force MINUSCA contribuent à la réhabilitation et construction de ponts essentiels pour faciliter la libre circulation et la protection des civils. Photo MINUSCA



Remise de médailles aux récipiendaires, par le Ministre résident de la Nana-Gribizi, Hyppolite Jean Paul Ngaté Robard, qui présidait la cérémonie de célébration, du 66ème anniversaire de la proclamation de la République centrafricaine à Kaga-Bandoro, le 12 décembre 2024. Photo MINUSCA/Abdourahmane Diallo

Développer une culture fiscale et mobiliser les ressources domestiques afin de mettre un terme à la culture de l'assistanat permanent

✍ Par Hyppolite Jean Paul Ngaté Robard*

La Nana-Gribizi est une zone déjà stabilisée et sécurisée, dont la population peut librement vaquer à ses occupations. L'autorité de l'Etat est en place. Les populations sont contentes et expriment leur joie du fait que l'Etat soit désormais de retour et à leur chevet et que les autorités soient également à leur côté.

Kaga-Bandoro est une ville pilote et un modèle en termes de cohésion sociale et de réconciliation. Certains ont voulu réduire les crises qui ont secoué notre pays, au cours des dernières années, à des conflits identitaires, avec une grille de lecture simpliste opposant les deux communautés religieuses, chrétienne et musulmane. Or les vraies raisons de la crise sont plus complexes. Mais Kaga-Bandoro et la Nana-Gribizi, en général, ont su dépasser cette grille de lecture réductrice du conflit pour créer les conditions favorables à la réconciliation,

à la cohésion sociale et au vivre-ensemble. Aujourd'hui, il y a une symbiose entre ces deux communautés, qui parlent le même langage et qui veulent la paix et la stabilité.

Ce travail a été possible, grâce aux efforts et à l'appui de nos partenaires, dont la MINUSCA, les Agences, fonds et programmes du Système des Nations unies, et les autres partenaires, qui se sont fortement impliqués pour nous aider à ramener la paix, la sécurité et la stabilité. Je voudrais féliciter toutes les organisations du système des

Nations unies, qui ont été au chevet de cette population et qui continuent d'accompagner notre Gouvernement dans ce processus de paix et de réconciliation.

Je voudrais demander à nos partenaires du Système des Nations unies et aux autres, qui nous appuient, de continuer à travailler aux côtés du Gouvernement et des autorités locales pour renforcer et consolider les acquis enregistrés dans la Nana-Gribizi, et en faire un modèle pour d'autres zones, où la situation n'est pas encore au même niveau d'amélioration.

Sur un autre registre, notre message à l'endroit de notre population, c'est qu'il nous faut désormais une instruction, non seulement civique, mais aussi fiscale, parce que la notion de culture fiscale manque aux centrafricains. Nous devons désormais effectuer un travail pédagogique pour que nos concitoyens essaient de rendre formelle chacune de leurs activités économiques afin de nous permettre de prélever les impôts et taxes indispensables pour le fonctionnement d'un Etat. Si on n'essaie d'inculquer la notion de culture fiscale, c'est pour que notre population ne continue pas de toujours penser qu'elle doit tout recevoir gratuitement. Cette culture de la gratuité et de l'assistanat permanent est défavorable au développement économique de notre pays.

Si nos concitoyens veulent que notre Etat soit autonome, ne dépende pas des autres nations, et qu'il puisse assumer ses rôles régaliens, notamment en construisant des routes, des écoles et des hôpitaux, et en répondant aux besoins essentiels en termes de services sociaux de base de tous les citoyens, il faut que nous trouvions les moyens de son fonctionnement en mobilisant les ressources domestiques à l'intérieur de notre pays, parce que l'État ne peut pas constamment tendre la main comme un mendiant au risque de rester toujours dépendant.

Il est vrai que nos amis sont toujours là pour nous accompagner, mais nous devons nous rendre compte que, tôt ou tard, ils finiront par rentrer chez eux. On ne peut pas, de manière permanente, nous accompagner et nous assister. Voilà pourquoi, avec le plan national de développement, nous devons nous préparer à sortir du plan d'urgence humanitaire. Nous poussons nos concitoyens au travail et nous leur demandons de formaliser chacune de leurs activités économiques afin de contribuer au financement de certaines dépenses de l'Etat à travers les impôts et taxes.

**Ministre des petites et moyennes entreprises et de la promotion du secteur privé, Ministre résident de la Nana-Gribizi*



Le Président Faustin Archange Touadéra et les membres du Gouvernement, après la réunion du Conseil des Ministres tenue jeudi, 13 décembre 2024, à la Mairie de Kaga-Bandoro, un bâtiment construit par la MINUSCA. Photo MINUSCA/Abdourahmane Diallo

